

Un parc

devenu ville

Une histoire d'Otterburn Park

*Carole Clément
Alain Côté*



Un parc

*Jean-François Carrière
29 Février 1996*

devenu ville

Une histoire d'Otterburn Park



*Carole Clément
Alain Côté*

Table des matières

Introduction	1	Chapitre V	
Chapitre I		Une municipalité distincte - 1949	28
La région avant l'arrivée des Blancs	1	Une association de citoyens	28
Chapitre II		Mont-Saint-Hilaire	30
La période seigneuriale : 1694-1854	3	De la paroisse de Saint-Hilaire	
La famille Hertel	3	à Otterburn Park - 1953	31
La paroisse de Saint-Hilaire	6	Edmond Auclair - 1953 à 1977	31
La famille Campbell	6	Une municipalité coupée en deux par le parc ..	32
Chapitre III		Annexion de territoire - 1959	33
Le parc - 1885	10	Curling	34
La fondation du parc - 1885	10	Un premier édifice municipal - 1961	34
L'attrait de l'eau	12	Un projet de fusion - 1964	35
La coupe de la glace	13	Chapitre VI	
Le village de Saint-Hilaire - 1912	13	Otterburn Park atteint sa majorité - 1969 ..	36
Chapitre IV		Viaduc reconstruit	36
La desserte - 1919	14	Un référendum	37
Mason et Spiller	15	Nouvelle relève au conseil	38
50 familles	17	La fusion toujours à la mode	39
Club de canotage	17	Réorganisation municipale	39
Bureau de poste et électricité	18	Régionalisation	39
Une communauté s'articule autour du parc	19	Un logo distinctif - 1980	40
La Pointe Valaine	21	Modernisation	40
L'inondation de 1936	23	Boum domiciliaire	40
La traverse	24	Esprit communautaire	41
La Légion	26	La langue	43
		Consolidation	43
		Notes	44

Introduction

Relater l'histoire d'Otterburn Park, c'est retracer les origines lointaines de l'histoire régionale, renouer avec notre passé colonial et l'arrivée des premiers Français en terre amérindienne. L'auteur Armand Cardinal y a fait quelques incursions intéressantes ainsi que l'historien Pierre Lambert. Tous deux sont source d'inspiration incontournable pour toute personne qui s'intéresse à notre passé collectif.

Les lecteurs et lectrices ne seront pas surpris de constater que l'histoire d'Otterburn Park remonte bien au-delà de 1969, date de l'accession de notre communauté au statut de ville dont nous soulignons le 25^e anniversaire en 1994.

Bien sûr, l'histoire contemporaine y tient la plus grande place. Mais l'ouvrage, croyions-nous, gagnait à être plus étoffé. C'est pourquoi nous avons voulu pousser les efforts et la curiosité le plus loin possible dans les limites de notre mandat.

Bonne lecture !

Alain Côté

rechercheur

Carole Clément

rédaCTRICE

La région *avant l'arrivée des Blancs*

Aidée par les illustrations, par les lectures et par les visites de musées, notre imagination nous ramène dans le temps pour nous faire voir la vallée du Richelieu avant la colonisation.

Couverte d'une forêt mixte garnie de pins, d'érables et de chênes, arrosée d'une majestueuse rivière et sillonnée de plusieurs autres cours d'eau, décorée d'une colline imposante, notre belle région était un lieu propice à la chasse et à la pêche pour les populations amérindiennes nomades.

Il semble subsister très peu de traces de leur passage ou de leur installation avant l'arrivée des Blancs. L'historien Pierre Lambert nous en livre quelques secrets :

«Une structure d'habitation remontant à 5 000 ou 6 000 ans a été retrouvée en amont de Chambly; l'endroit était habité par une petite bande familiale qui chassait, pêchait et trappait dans les environs. À une époque beaucoup plus récente, le site de Mandeville, sur le rivage du Richelieu, à Tracy, nous a livré les restes d'un petit village iroquoien datant d'il y a environ 500 ans, remarquable par ses poteries et ses outils.»¹

On sait aussi que de nombreux Iroquois sont venus des États-Unis en descendant le Richelieu. Long de 130 km entre son embouchure au lac Champlain et le

lac Saint-Pierre, à Sorel, il a d'abord été le témoin silencieux de l'exploration et de la guerre entre les peuples amérindiens et les colonisateurs français, anglais, puis américains. Parallèlement, il a été utilisé pour le commerce et le transport.

On raconte aussi qu'il existait un poste de traite à Otterburn Park, au nord-est du 829 chemin des Patriotes, au pied de la rue Prince-Albert.²

La rivière a porté plusieurs noms au cours des siècles; le nom de rivière des Iroquois lui est connu jusqu'en 1642 alors qu'on la renomma Richelieu en l'honneur du cardinal, ministre du roi de France Louis XIII.

Le toponyme Richelieu est d'abord attribué au fort construit cette année-là à l'entrée de la rivière pour protéger le territoire contre les invasions iroquoises. Les missionnaires jésuites en ont fait état dans leurs écrits. Ils mentionnent aussi l'existence des collines montérégiennes dont fait partie le mont Saint-Hilaire.

En 1609, Samuel de Champlain remonte la rivière jusqu'au lac Champlain. Il compte bien arrêter les incursions des Iroquois. Il s'allie progressivement aux Algonquins et aux Hurons pour protéger la colonie naissante sur les rives du Richelieu. Des jeunes gens

recrutés par lui en France viennent vivre au milieu des tribus amérindiennes pour apprendre leur langue et servir d'interprètes aux troupes formées en Nouvelle-

France pour repousser les Iroquois.

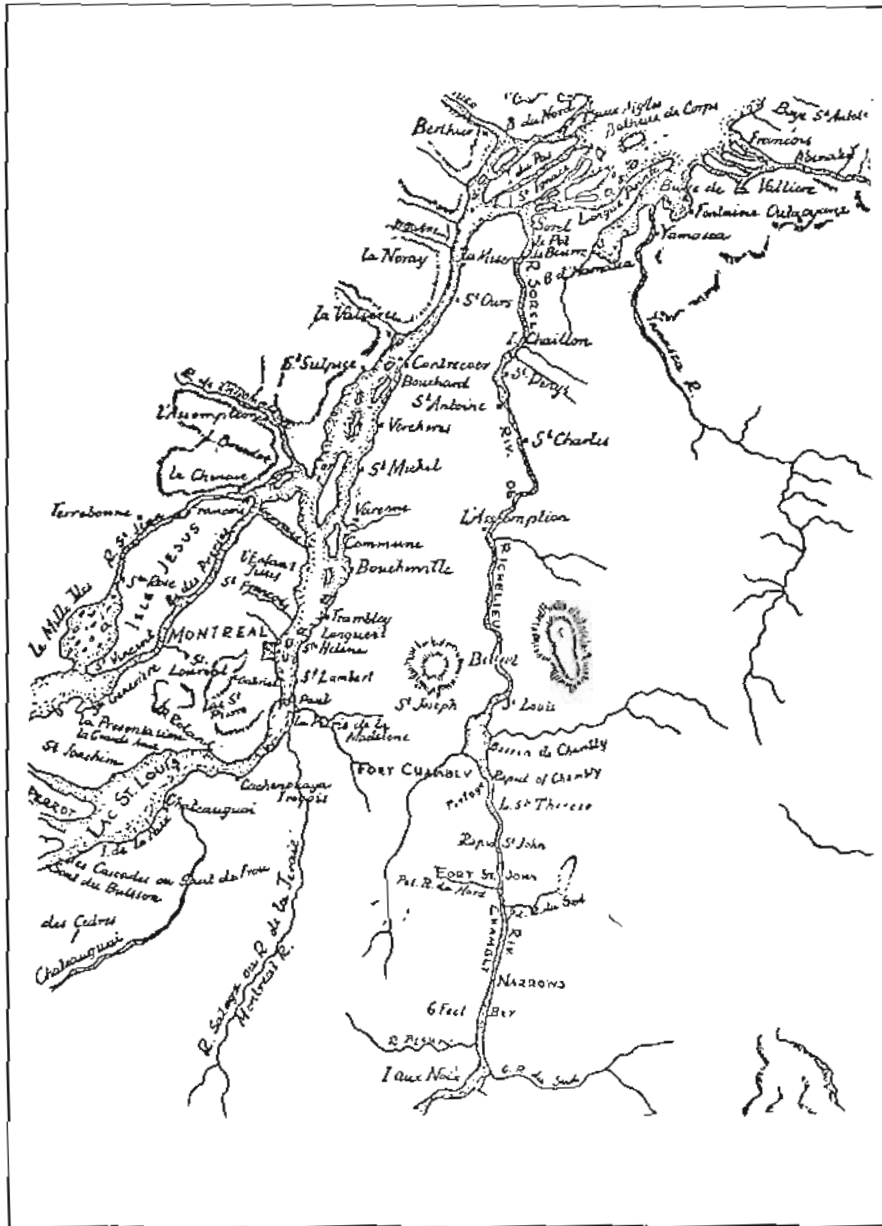
L'historien Armand Cardinal a écrit que Jacques Hertel, premier de la lignée des Hertel établie dans la colonie, a probablement été l'un des premiers interprètes recrutés par Champlain vers 1626. Hertel vit avec les Amérindiens même durant l'occupation anglaise de 1629 à 1632, refusant de retourner en France comme la majorité de ses compatriotes.³

Dès 1627, les Français s'installent progressivement dans la vallée du Richelieu. Mais les Iroquois font régner la terreur pendant près d'un siècle, jusqu'à la Paix de Montréal en 1701. À chaque année, à la saison des récoltes, ils descendent le Richelieu et attaquent les maisons isolées.

Par un règlement de 1667, l'intendant Jean Talon veut peupler rapidement les rives du Richelieu, voie d'invasion facile, pour défendre le territoire contre les incursions des «sauvages» ou les violentes invasions des coloniaux européens.⁴

La construction de forts le long du Richelieu freine les ardeurs des autochtones. Après leur licenciement, officiers et soldats du régiment de Carignan se font offrir des terres en récompense de leurs loyaux services.

Commence alors la véritable colonisation de la vallée et débute l'histoire de notre région, avec les seigneurs Hertel.



Allimentée par les lacs Champlain et George (États-Unis), la rivière Richelieu se jette dans le lac Saint-Pierre, après un parcours d'environ 128 km.

La période

seigneuriale

Bien que quelques maisons apparaissent le long de la rivière Richelieu au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, il faut attendre plus tard, à partir de 1815, pour que des familles s'installent depuis le village de Saint-Hilaire vers le sud, jusqu'à l'actuelle rue Prince-Albert à Otterburn Park.

Pourtant, presque toutes les terres du premier rang de la Seigneurie de Rouville sont habitées depuis 1780.

La famille Hertel : Jacques

Jacques Hertel arrive de Nantes, en Normandie, vers 1626. Il est certes le premier Hertel à poser les pieds sur le sol de la colonie. Mais il fait aussi partie des premiers arrivants en Nouvelle-France. C'est le début du Régime français qui durera près d'un siècle et demi.

Jacques Hertel comprend bien le projet de l'intendant Talon : apprendre la langue et les coutumes des Hurons et des Algonquins en vivant parmi eux. En entretenant de bonnes relations avec les autochtones, les Français tentent de les amadouer et de les soumettre.

Hertel réussit si bien que la Compagnie des Cent-Associés le récompense pour son bon travail. Elle lui accorde, en 1633, une seigneurie de 200 arpents aux Trois-Rivières. Cela lui vaudra le titre de «La Fresnière».

François Hertel

De l'union de Jacques et de Marie Marguerite naît un garçon, François, le 3 juillet 1642. François suit les traces de son père en faisant une carrière militaire. Ses prouesses contre les Iroquois et les Anglais lui valent d'être surnommé «le héros». En 1661, il est capturé et torturé par les Iroquois. Impressionnée par son courage, une jeune veuve de la tribu décide de l'adopter. Il s'évadera quelques années plus tard.

Marguerite de Thavenet, femme de François Hertel, hérite de la seigneurie de Chambly au décès de sa soeur Marie-Françoise. C'est ainsi que la seigneurie passe dans la famille Hertel.¹

François Hertel sera le père d'une nombreuse famille, dont le premier seigneur de Rouville, Jean-Baptiste, né le 26 octobre 1668 aux Trois-Rivières.

De père en fils, les Hertel s'illustrent par leurs faits d'armes. Ainsi, le gouverneur Frontenac concède la seigneurie de Rouville à Jean-Baptiste, le 18 janvier 1694, pour services rendus. «On a longtemps vu l'acte original de concession suspendu au mur du manoir seigneurial à Saint-Hilaire.»²

Jean-Baptiste Hertel : premier seigneur de Rouville

Dans son ouvrage, «Les seigneurs de Rouville», Armand Cardinal relate les nombreux exploits militaires du premier seigneur de Rouville, ce qui explique pourquoi Jean-Baptiste, aux premières heures de la colonie, n'a jamais résidé dans sa seigneurie. Ce territoire correspond aux limites actuelles des villes de Mont-Saint-Hilaire, d'Otterburn Park et de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville.



Collection Armand Cardinal

Jean-Baptiste Hertel, 1668-1722. Premier seigneur de Rouville. Pour le récompenser des ses services Insignes comme soldat de la Nouvelle-France, Frontenac lui octroie en 1684 la seigneurie de Rouville.

Sa première épouse décède à l'âge de 17 ans et ne lui laisse pas d'enfant. De son deuxième mariage avec Marie-Anne Baudoin, de Québec, naissent deux fils et trois filles. François, le fils aîné, naît le 23 décembre 1708.

François Hertel

Jean-Baptiste ne s'était guère préoccupé de la seigneurie à cause de ses entreprises militaires. François y semble plus intéressé et il est à l'origine des premières concessions. En 1746, on compte, dans la seigneurie, treize habitants à qui ont été concédés 1 320 arpents dans la première concession, ou premier rang, 84 arpents dans le rang des Étangs, 180 arpents dans le rang au nord de la rivière des Hurons et 180 arpents dans le rang au sud de ce cours d'eau.³

Le deuxième seigneur de Rouville agrandit son territoire en achetant, en 1750, la part de son oncle Michel dans la seigneurie de Chambly.

La guerre de Sept Ans, en Amérique, se termine par la capitulation des troupes françaises à Montréal, le 8 septembre 1760. C'est la fin du régime français et le début du régime anglais en Nouvelle-France, dès la signature du Traité de Paris, le 10 février 1763.

François Hertel conserve et agrandit sa seigneurie après la Conquête. Devenu infirme et incapable d'administrer ses affaires, sans enfant, il vend la seigneurie à son frère cadet, René-Ovide. Il meurt en 1777, âgé de 68 ans.⁴

Ovide Hertel

Marié à l'âge de 20 ans, Ovide rompt avec la tradition militaire de la famille et s'oriente vers le droit. Le 10 septembre 1772, il devient le troisième seigneur de Rouville. Les nombreuses péripéties des premières années d'après la Conquête ne sont pas sans l'affecter mais il obtient tout de même de nombreux titres et pouvoirs juridiques au cours de sa carrière. Ovide Hertel est le premier juge francophone depuis le régime anglais. Il réussit à agrandir sa seigneurie en faisant l'acquisition d'«une demi-lieue de front sur toute la profondeur de la seigneurie de Chambly, au sud des Rapides»⁵.

Les recherches effectuées par Armand Cardinal démontrent que le troisième seigneur de Rouville s'est peu soucié du développement de son domaine. Il n'a jamais habité sa seigneurie. Il décède à Montréal le 12 août 1792 à l'âge de 72 ans. À cette date, la seigneurie de Rouville compte 893 âmes.⁶

Melchior Hertel

Melchior Hertel naît en octobre 1748 aux Trois-Rivières, fils du premier mariage de René-Ovide. Suivant son père en France après la Conquête, il s'enrôle dans un régiment dès l'âge de 12 ans et renoue ainsi avec la tradition militaire de la famille. De retour au pays, il se bat avec les Anglais contre les Américains qui tentent d'envahir le Canada lors de la Révolution américaine, en 1775-1776.

En 1792, il est élu député du comté de Bedford lors de la première élection provinciale du Bas-Canada. Après le partage des biens de son père défunt, Melchior reçoit la moitié de la seigneurie de Rouville, le 2 juillet 1795. Il prend conscience de ses obligations envers la seigneurie qu'il développe, sans toutefois jamais y habiter. Le 30 novembre 1817, il meurt à Chambly à l'âge de 69 ans.

René Hertel

René Hertel est l'un des deux survivants de la famille de huit enfants de Melchior et de Marie-Anne Hervieux. Né à Montréal le 20 juin 1789, René devient le cinquième et dernier de la lignée des Hertel à régir la seigneurie de Rouville. Il est aussi le premier à y élire domicile après en avoir hérité en 1817. Il en acquiert tous les droits après le décès de sa mère, en 1819.

Les principaux devoirs du seigneur étaient de construire un manoir seigneurial et d'ériger une chapelle. Une maison de pierre est construite par Paul Caty et son fils avant 1788. Elle est agrandie par Jean-Baptiste Desforges vers 1792. Melchior Hertel de Rouville en prend possession en 1806. C'est à compter du 3 août 1819 que René en fait le siège principal des affaires de la seigneurie.⁷

En fait, René Hertel fait bâtir une allonge de bois à une maison de pierre déjà existante. Cette résidence devient le manoir de Rouville et le colonel y habite à partir de cette année-là, puisque les premiers actes des archives seigneuriales passés au manoir datent de 1819⁸.

Le 11 novembre, jour de la Saint-Martin, les censitaires apportent du grain, du sirop d'érable, des



Collection Société d'histoire Belœil—Mont-Saint-Hilaire

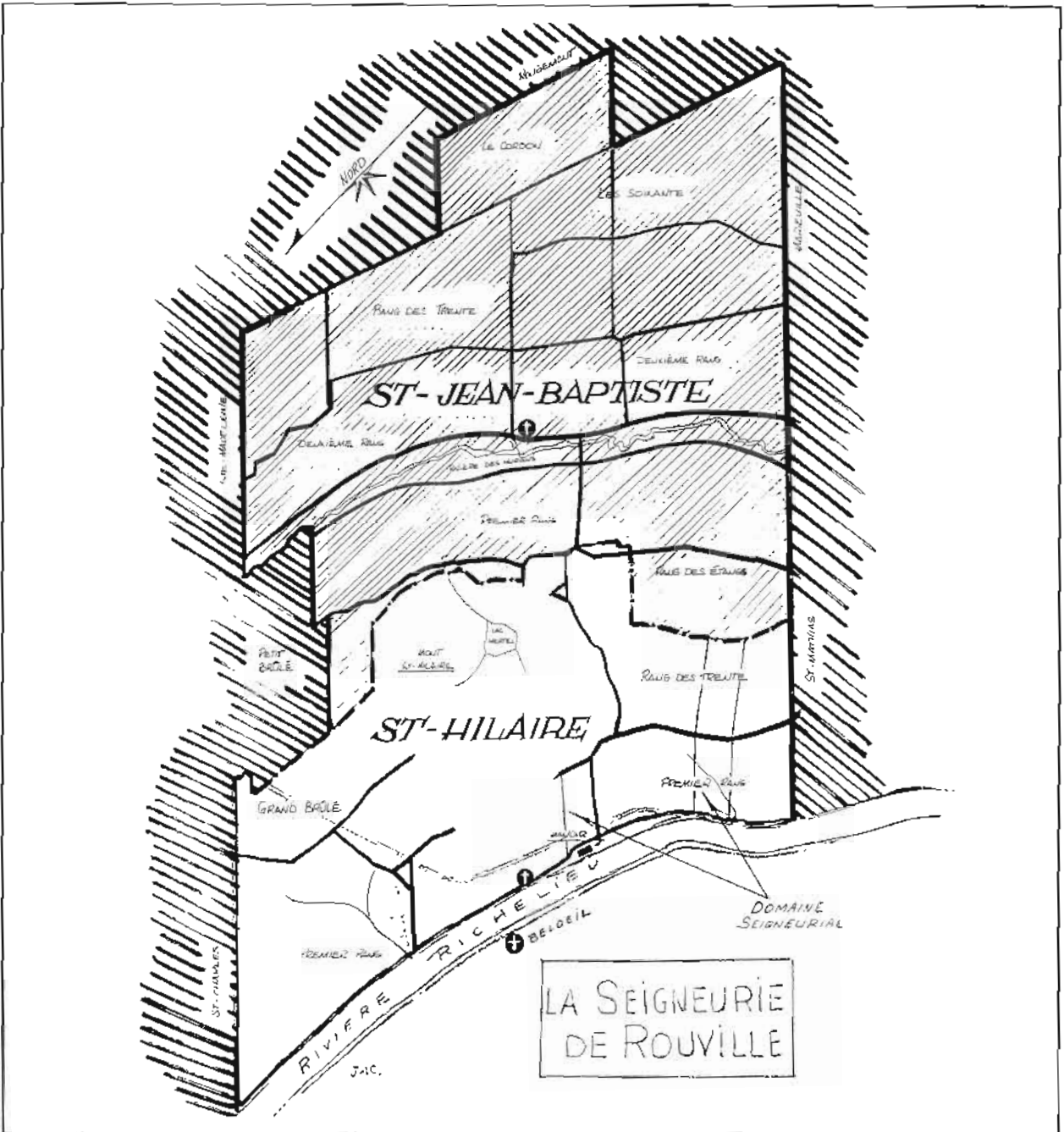
René Hertel (1789-1859), 5^e seigneur de Rouville.

pommes et d'autres produits de la ferme ainsi qu'un peu d'argent en paiement de leurs taxes. Disparue aujourd'hui, une inscription datant de 1775 apparaissait sur un mur du hangar de la propriété du manoir Rouville-Campbell à cet effet.⁹

Le seigneur pouvait utiliser l'énergie produite par l'eau des moulins et en construire de nouveaux. La seigneurie de Rouville a déjà compté jusqu'à sept moulins s'approvisionnant au lac Hertel. L'un d'eux, construit en 1775 et reconstruit en 1848, a été utilisé jusqu'à la fin des années 1930. Acheté et restauré en 1929 par la famille Guérin, il est encore aujourd'hui habité par madame Carroll Guérin, rue des Moulins à Mont-Saint-Hilaire.

Ainsi, la seigneurie de Rouville a été la propriété de la famille Hertel pendant cinq générations. Les difficultés économiques et la mauvaise santé du seigneur

Collection Armand Cardinal



La seigneurie de Rouville concédée par le gouverneur Frontenac le 18 janvier 1694. Elle mesurait deux lieues de front sur une lieue et demie de profondeur (une lieue valait 3,9 km ou 2,4 milles d'aujourd'hui).

forcent la vente du domaine. C'est un riche anglais d'ascendance écossaise, le major Thomas Edmund Campbell, qui l'acquiert le 16 avril 1844. À cette époque, l'édifice prendra l'envergure qu'on lui connaît aujourd'hui.

Le sieur René Hertel de Rouville, malade et réduit à la quasi pauvreté, meurt à Beloeil le 14 janvier 1859, âgé de 69 ans. Il est inhumé dans le cimetière paroissial de Beloeil.¹⁰

La paroisse de Saint-Hilaire

Le 1er juillet 1855 (18 Victoria, c.100), a lieu l'érection de la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire qui avait d'abord porté le nom de municipalité de Rouville en 1845.

Mais la paroisse existe depuis bien plus longtemps. Déjà, le 15 septembre 1795, le quatrième seigneur de Rouville, Melchior, entame les démarches qui mèneront à la fondation d'une paroisse religieuse dans sa seigneurie.¹¹

En fait, elle est fondée vers 1799, bien que l'auteur Armand Cardinal la situe plus tôt :

«Il convient de considérer cette date du 21 décembre 1795 comme celle de la fondation de la paroisse de Saint-Hilaire, date qui fut longtemps confondue avec celle de l'ouverture des registres en 1799.»¹²

Ce jour-là, Mgr Pierre Denaut, du diocèse de Québec, vient planter la croix rituelle pour désigner l'emplacement de la future église. En 1798, on inaugure un presbytère-chapelle.

Comme plus tard à Notre-Dame-du-Bon-Conseil d'Otterburn Park, les paroissiens de Saint-Hilaire devront se contenter d'un desservant non résident pendant 33 ans. Messire Jacques Odelin, le premier curé résident, est assigné en 1831, grâce à la détermination et aux efforts inlassables du seigneur René Hertel.

Le décret d'érection canonique est émis par Mgr Bernard Claude Panet, évêque de Québec, le 24 février 1827. La paroisse de Saint-Hilaire s'étendra sur six milles le long de la rivière Richelieu, par trois milles de profondeur, jusqu'à la seigneurie de Chambly. La construction de l'église, inaugurée en 1837 selon

LISTE DES MAIRES DE LA PAROISSE DE SAINT-HILAIRE

Isaac Vandandaigue	1855 - 1858
Antoine Charbonneau	1858 - 1860
Joseph Auclair	1860 - 1862
François Édesse Tétro-Ducharme	1862 - 1864
Guillaume Cheval	1864 - 1869
Moïse Bessette	1869 - 1874
Clément (Talon) Lespérance	1874 - 1877
Jean-Baptiste Charbonneau	1877 - 1884
Joseph Minette	1884 - 1885
Félix Martin	1885 - 1886
Joseph Minette	1886 - 1888
Moïse Bessette	1888 - 1890
Alphonse Richer	1890 - 1893
Aquilas Cheval	1893 - 1894
Alphonse Richer	1894 - 1895
Herménégilde Brodeur	1895 - 1896
Joseph Minette	1896 - 1901
Louis Hamel	1901 - 1902
Ananie Millier	1902 - 1903
Auguste Larivée	1903 - 1907
Ernest Choquette	1907 - 1912
Joseph Noisieux	1912 - 1917
Bruce Campbell	1917 - 1937
Léopold Boissy	1937 - 1949
Fred Strike	1950 - 1950
William C. Kerr	1951 - 1952

LISTE DES MAIRES DE LA MUNICIPALITÉ D'OTTERBURN PARK

Edmond Auclair	1953 - 1969
----------------	-------------

LISTE DES MAIRES DE LA VILLE D'OTTERBURN PARK

Edmond Auclair	1969 - 1977
Michel Breton	1977 - 1982
Marcel Lacoste	1982 - 1989
Pierre Beauregard	1989 - 1993
Andrée Garon	1993 -

l'inscription apparaissant sur une pierre de la façade, se sera échelonnée sur une période de sept ans.¹³

Les Campbell à Rouville

Lieutenant-colonel de la milice de la province, Thomas Edmund Campbell est né à Londres en 1809. Il arrive à Québec le 4 juin 1838 avec son régiment pour «contenir l'agitation des Patriotes»¹⁴. Il y rencontre le seigneur de Rouville, mobilisé comme lui.

Le 25 novembre 1841, il épouse Henriette Juchereau-Duchesnay de Québec, une parente du seigneur de Rouville. Le couple part pour l'Angleterre d'où il reviendra cinq ans plus tard, avec deux fils. Sept autres enfants naîtront à Saint-Hilaire.

Dans l'intervalle, le major Campbell se porte acquéreur de la seigneurie de Rouville en 1844, alors qu'il est toujours en Angleterre.

Monsieur Campbell sera reconnu pour ses bonnes œuvres, notamment la construction de la première école du village de Saint-Hilaire, à ses frais. Plus tard, son épouse fondera le couvent où repose sa dépouille mortelle. Décédée en 1873, madame Campbell est inhumée sous la chapelle où sa fille Laura reposait depuis 1862.

En 1846, le major Campbell quitte l'armée. Après avoir servi dix ans comme secrétaire civil de Lord Elgin, il revient chez lui pour travailler à l'amélioration de ses propriétés et voir à l'éducation de ses enfants. «Il multiplie les moulins le long du ruisseau de la montagne. Il encourage la plantation de nouveaux vergers et l'exploitation des érablières. En même temps, il fait du manoir de Rouville le château dont s'enorgueillissent aujourd'hui les Hilairemontais.»¹⁵

Homme de bien, il devient homme public et jouit bientôt d'une grande influence, occupant des postes à la Chambre d'Agriculture et au conseil de l'université Bishop de Lennoxville.

Il a longtemps été directeur du St. Lawrence and Atlantic Railroad Co. qui deviendra le Grand Tronc, le chemin de fer qui traversera la rivière Richelieu en 1848. Un arrêt est prévu à l'entrée du parc Otterburn en 1885, à la demande des frères Campbell au directeur du Grand Tronc, sir Joseph Hickson.

Ayant déposé puis retiré sa candidature pour le Conseil législatif de la division de Rougemont en 1856, le major Campbell accepte de représenter le

comté de Rouville à la Chambre d'assemblée, deux ans plus tard. Élu haut la main, il «fait tout en son pouvoir pour abattre la corruption dans les élections, pour promouvoir les intérêts de l'agriculture et les lois régissant la Chambre d'Agriculture.» Il combat le Haut Canada afin d'empêcher la représentation basée sur le recensement, équilibrant par là le Haut et le Bas Canada, pour préserver les institutions et la religion des Canadiens-Français¹⁶. Il est reconnu pour entretenir de bonnes relations avec les deux communautés linguistiques.

Après avoir essayé un échec contre son adversaire, le juge Drummond, lors de l'élection de 1863 et malgré les demandes répétées d'électeurs et de per-



Collection Armand Cardinal

Bruce F. Campbell naît au manoir seigneurial de Saint-Hilaire le 5 août 1848. Il est reconnu comme ayant été un des représentants les plus sympathiques de Saint-Hilaire. En 1885, lui et ses frères créent le parc récréatif Otterburn qui sera populaire jusqu'aux années 1940.

BRUCE FREDERICK CAMPBELL

Bruce F. Campbell naît au manoir seigneurial de Saint-Hilaire le 5 août 1848. Il est le troisième enfant du couple Thomas Edmund Campbell et Henriette Juchereau-Duchesnay. Ses parrain et marraine sont Lord et Lady Elgin. Lord Elgin avait choisi son père comme secrétaire civil de 1847 à 1849.

Dès l'âge de 18 ans, il joint la compagnie Allan Line à titre d'officier de la marine royale. Il y restera durant neuf ans. Devenu traducteur pour le gouvernement du Québec durant deux ans, il est traducteur privé à Ottawa, de 1878 à 1886.

En 1884, Bruce et quatre de ses frères acquièrent la seigneurie de Rouville de leur frère aîné, Edmund Alexander Charles. L'association des frères Campbell dure quelques années. Le 29 avril 1892, Bruce rachète la totalité de la seigneurie de son frère Robert qui la détenait depuis 1890. Le 4 mai suivant, Mabel Allan, épouse du fils cadet Colin Campbell, achète de Bruce le lot 99 comprenant le manoir, la ferme et les dépendances.

En 1885, les frères Campbell créent un parc récréatif appelé Otterburn qui sera populaire jusqu'aux années 1940. À partir de 1892, Bruce devient le seul propriétaire du parc. Ce dernier était décrit comme étant le plus vaste

parc public du Dominion. Dans son testament daté du 10 janvier 1938, Bruce F. Campbell dicte au notaire A. M. Cormier:

«Quant à mon aqueduc et Parc Otterburn, sans vouloir gêner l'action de mes exécuteurs testamentaires, mon désir est que ces propriétés soient conservées aussi longtemps que possible, attendu qu'elles rapportent plus de revenus que n'en pourraient donner leur prix de vente »

Bruce F. Campbell est reconnu comme ayant été un des représentants les plus sympathiques de Saint-Hilaire. En 1913, il est maire du village. Puis, de 1917 à 1937, sauf un court intervalle en 1931 alors qu'il est défait par Louis Ducharme, il sera maire de la paroisse. Apprécié de la population, il est élu préfet du comté de Rouville de 1923 à 1925.

Pendant 10 ans, Bruce Campbell est le secrétaire et gérant du St. James Club de Montréal. Il se retire ensuite chez lui à Saint-Hilaire. Il s'intéresse alors à l'industrie laitière et devient producteur. Il devient vice-président de la Société d'agriculture du comté de Rouville.

Bruce F. Campbell meurt en 1943 à l'hôpital Royal Victoria à l'âge de 94 ans. Il est inhumé dans le caveau familial à l'église St. Stephen de Chambly.

sonnes influentes en 1867 et aussi en 1872, monsieur Campbell se retire, fatigué de la vie politique. Il s'intéresse dès lors à l'agriculture, mais pour peu de temps. Il meurt d'une attaque d'apoplexie le 5 août 1872, à l'âge de 63 ans, au manoir de Saint-Hilaire.

Ses funérailles ont lieu à l'église St. Stephen de Chambly. Plus de 1 100 personnes y assistent. Dans la biographie de son père, Bruce Campbell cite de nombreux témoignages de sympathie et de respect à son égard.¹⁷

Thomas Edmund Campbell laisse la seigneurie et le manoir agrandi en 1846 à son fils aîné Edmund Alexander Charles, qui sera temporairement le septième seigneur de Rouville.

Ce dernier ne s'est jamais habitué à la vie d'ici. En 1876, il passe très peu de temps à Saint-Hilaire avec sa famille avant de retourner en Europe. Il confie

l'administration de la seigneurie à ses frères avant de la vendre à cinq d'entre eux, le 30 octobre 1884. Ils deviendront les derniers seigneurs de Rouville. La propriété sera progressivement démembrée à cause des difficultés financières de la succession.

La montagne est vendue au brigadier Gault et plusieurs terrains sont cédés à d'autres intérêts. Le 26 août 1890, Robert rachète la part de ses frères. Il revend ce qui reste de la seigneurie à Bruce, le 29 avril 1892.

Quelques jours plus tard, le 4 mai 1892, Mabel Allen Campbell, épouse de Colin, achète le manoir, la ferme et les dépendances avec leur contenu. Elle devient châtelaine du manoir seigneurial mais n'a aucun droit au titre de seigneresse. La dame règnera sur son domaine durant 63 ans.¹⁸

Le parc

1885

Le toponyme Otterburn Park remonte au nom d'un village du comté de Northumberland, au nord de l'Angleterre, à la frontière de l'Écosse. Otterburn signifie «ruisseau aux loutres» dans la langue de Shakespeare.

Otterburn est le lieu de naissance de sir Joseph Hickson (1830-1897)¹, directeur général de la compagnie du Grand Tronc, de 1874 à 1890.

Seigneur de Rouville depuis 1844, Thomas Edmund Campbell (1809-1872) ne s'immisce d'aucune façon dans les affaires publiques locales. Mais comme il est un important actionnaire de la St. Lawrence & Atlantic Railroad et, à partir de 1853, de la Grand Trunk Railroad Co., son influence est déterminante dans le tracé de la ligne projetée sur son territoire.

La fondation du parc - 1885

Le seigneur Campbell demande que l'on construise une gare ferroviaire au sud du village de Saint-Hilaire. Le tracé original du chemin de fer longeait le Richelieu sur sa rive ouest et devait franchir la rivière à Saint-Denis, important centre commercial. Actionnaire du St. Lawrence & Atlantic Railway, le seigneur Campbell en fait modifier le parcours pour que le train passe à Saint-Hilaire.

Le chemin de fer ne tarde pas à desservir Saint-Hilaire, à proximité du manoir. L'inauguration a lieu la veille de Noël 1848. Il y a d'abord deux arrêts; à partir de 1919, on en établit un troisième pour

desservir le parc Otterburn.² Dans un parcours de deux milles, on compte donc trois arrêts : celui du village, un situé près du manoir, et celui du parc. Il y a lutte d'influences pour le choix d'une gare à construire au village et au dépôt près du manoir. L'achalandage joue nettement en faveur de ce dernier emplacement où une gare apparaît dans les années 1880.

Cet événement donne naissance à un quartier qui porte le nom de Saint-Hilaire Station. La gare déplace quelque peu la zone d'influence du village à cause des commerces de tous genres qui se rattachent aux activités ferroviaires.³

Les fils Campbell profitent du chemin de fer qui facilite l'accès au parc qu'ils viennent d'aménager pour y attirer les Montréalais. Les gens plus à l'aise séjournent à l'Hôtel Iroquois, sur la montagne, propriété des Campbell. Reconstitué en 1875 après un incendie, l'hôtel pouvait loger 200 personnes.

Pour remercier sir Joseph Hickson pour le débarcadère aménagé à hauteur du parc, les Campbell lui offrent de donner son nom au site. Déclinant l'honneur, le patron du Grand Tronc leur propose plutôt le nom de sa ville natale, Otterburn.



Pique-niqueurs au parc Otterburn au début du siècle.

Les frères Campbell sont les fondateurs du parc Otterburn et les initiateurs du lieu qui deviendra, à partir de 1885, un parc récréatif fort couru. Mais c'est Bruce qui lui fera connaître ses années de gloire. Devenu une station du Grand Tronc, le nom d'Otterburn paraît sur les cartes et les panneaux de signalisation. Partout, il est décrit comme le plus vaste parc public du Dominion.

Bruce administre le parc seul de 1892 jusqu'aux années 1940. En fait, il en est l'unique propriétaire jusqu'à sa mort en 1943. C'est la succession Bruce F. Campbell qui, le 15 juin 1944, vendra la propriété à l'homme d'affaires Albert Hudon.

Le quotidien *La Minerve*, dans quatre éditions différentes des mois de juillet et août 1885, vante le site, «à une demi-heure de la gare Bonaventure». Le tarif est de 60 cents pour les adultes et de 30 cents pour les enfants. On mobilise jusqu'à vingt wagons à la fois et des centaines de personnes, voire plus de mille, empruntent le Grand Tronc pour s'évader de la ville et venir pique-niquer en bordure du Richelieu, à l'ombre de la pinède.⁴

De grandes institutions montréalaises y tiennent le pique-nique annuel pour leurs employés : la Banque Royale, National Breweries, le Grand Tronc, Bell Canada, Northern Electric, et d'autres de Saint-Hyacinthe comme Casavant Frères ou Penman's. Fanfare sous le kiosque, jeux, courses, promenades sur la rivière sont au programme. On peut louer une chaloupe ou encore monter à bord du vapeur **Le Richelieu** pour une excursion. Les gens de Saint-Hilaire s'intéressent peu au parc puisqu'ils bénéficient de nombreux endroits à la montagne, dans les vergers ou au bord de la rivière pour pique-niquer.

Pour descendre au parc, on emprunte un escalier de bois face à l'endroit où Arsène Auclair construira un magasin général, site de l'actuelle station Esso. Il y vendra du bois, de l'essence, de la glace et d'autres marchandises.

L'entrée du parc est annoncée par une porte d'arche que l'on franchit au pied de l'escalier, là où se trouve aujourd'hui la bâtisse du 529, chemin des Patriotes. Près de l'entrée, le gardien surveille les fauteurs de troubles jusqu'au départ du train, le soir.



La porte d'arche située au bas de la descente du train invitait les visiteurs à emprunter un petit sentier qui longeait la route et les menait jusqu'à l'entrée du parc.

Le sentier du parc longe le Richelieu jusqu'au centre des activités. Le kiosque à musique, situé au milieu de la piste de course à pied (200 mètres), attire tout de suite l'attention. La salle à manger actuelle du camp servait alors de salle de danse. Un autre bâtiment abritait un restaurant et une salle à manger.

L'attrait de l'eau

Bruce F. Campbell loue des bateaux à rames pour la promenade ou la pêche où se trouve aujourd'hui la halte routière. Maurice Auclair, un témoin de l'époque et ancien secrétaire de Bruce Campbell, se souvient du «boathouse» où l'on entreposait les rames et où le patron avait son bureau. Construit en blocs de bois posés pièce sur pièce, le «boathouse» avait servi à surveiller la rivière.

Samuel Auclair, père d'Edmond qui fut longtemps maire d'Otterburn Park, est préposé à la location et à l'entretien d'une quarantaine de chaloupes. Sur la plage, on loue des maillots de bain. La rivière attirait alors les baigneurs.

«Lors des pique-niques, je m'y rendais en chaloupe, avec une échelle et des bouées, parce qu'il y avait beaucoup de monde qui se baignaient, raconte Maurice Auclair. Notre chaloupe était construite avec

le pin des terres de mon père Joseph. Il vendait des planches de bois jusqu'à 30 pouces de large aux fabricants de chaloupes de Verchères.»

L'hiver, la plage du parc devient un chantier naval. Les Duchesneau, de Sorel, y réparent et calfeutrent les barges servant au transport des marchandises. Elles sont tirées sur la berge au moyen de cabestans, sortes de treuils à axe vertical surtout employés en marine et permettant aux manoeuvres de faire glisser les barges sur des pièces de bois. Chaque barge est munie d'une cabane destinée aux marins. Elles abritent les travailleurs du chantier

jusqu'à la fonte des glaces. Après la débâcle, les barges sont remises à flot.⁵

À partir des années 20, la population du quartier sera assez nombreuse pour faire vivre des coupeurs de glace. Jusque-là, les cultivateurs conservaient leur nourriture à la fraîche au fond des puits. La viande était préservée dans des jarres de grès bouchées et scellées avec de la graisse.

La coupe de la glace

Le commerce de la glace sera florissant pendant une quarantaine d'années à Otterburn Park, jusqu'en 1956. Léon Denis et Arsène Auclair sont les premiers à couper et à vendre de la glace aux résidents du secteur au milieu des années 1920. Le plus connu des coupeurs de glace de la région est François Leclerc, de Beloeil, qui, avec ses quatre frères, commence à travailler comme coupeur de glace pour le commerçant Léon Denis au début des années 1930. Il en fait vite sa propre affaire.

La coupe commence généralement à la mi-janvier, au bas du chemin de la Traverse (rue Connaught) Plus haut sur la rive, Leclerc possède une glacière où il entrepose les blocs de glace vendus 3 ou 6 cents, selon leur taille.

Après avoir tracé grossièrement la surface de la glace à l'aide d'une herse munie de longs couteaux et tirée par un cheval, on scie les blocs au godendard. Ils mesurent environ 50 cm x 90 cm. L'épaisseur varie de 25 cm, en janvier, à près d'un mètre, en mars. Les blocs pèsent entre 100 kg et 150 kg.

Sitôt le début des travaux, la nouvelle se répand parmi les cultivateurs qui arrivent avec leurs traîneaux pour faire plusieurs voyages dans la journée. Certains achètent 500, d'autres jusqu'à 1000 blocs de glace. Plusieurs s'en servent pour conserver le lait expédié à Montréal durant l'été.

Durant la belle saison, le commerce de la glace prend une autre allure. Il débute lentement en avril pour se poursuivre jusqu'à l'hiver suivant. On vend alors au détail en passant de porte en porte. Les blocs sont plus petits, pesant autour de 15 kg, pour être facilement placés dans les glaciers familiales.

Au cours des années 40 et 50, la clientèle du coupeur de glace Leclerc atteint les 485 personnes. Il offre des rabais : 7 \$ pour l'été; 1 \$ pour 12 morceaux. Le bloc vendu au détail coûte 10 cents.

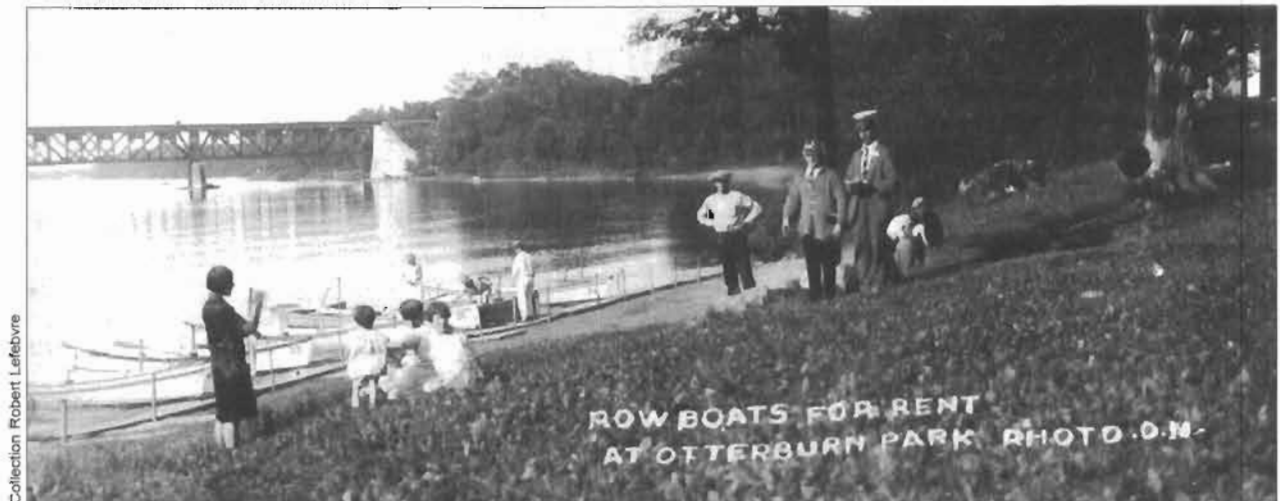
Au moment de sa retraite, en 1956, François Leclerc vend le même bloc de glace 25 sous. Il sera le dernier coupeur de glace.⁶

La naissance du village de Saint-Hilaire - 1912

À l'aube du XX^e siècle, des transformations majeures s'annoncent. La mode est à l'incorporation des villages. Celui de Saint-Hilaire se transforme en municipalité distincte et se sépare du reste de la paroisse. La proclamation a lieu le 13 juillet 1912.⁷

Les assemblées de la municipalité du village de Saint-Hilaire se tiennent chez le secrétaire-trésorier, le notaire J.E.M. Desrochers. À la fois secrétaire du village et de la paroisse, il cumule plusieurs secrétariats en plus d'une sous-agence de la Banque Canadienne Nationale depuis 1907. Il occupera de nombreuses autres fonctions.⁸

Au tournant du siècle, Otterburn est une campagne paisible habitée par des cultivateurs installés le long du Richelieu. La paroisse de Saint-Hilaire est d'une vaste étendue incluant les terres situées au nord du village. En amont, des terres cultivées ou en friche, des terres à bois bordent le parc : celles des frères Joseph et Arsène Auclair au nord, celles des familles Duclos, Bouthillier, Authier, Bernard, Poudrette et Guay, le laitier, au sud, vers Saint-Mathias.



Collection Robert Lefebvre

Longtemps, on a fait la location de chaloupes au parc Otterburn. Sur la plage, on louait des maillots de bain. La rivière attirait les baigneurs. C'est Samuel Auclair, père d'Edmond, qui porte le képi blanc. L'endroit fut transformé en halte routière par le gouvernement du Québec. Au mois d'avril 1988, la Ville en devenait propriétaire.

La desserte

1919

La desserte Notre-Dame-du-Bon-Conseil a célébré en 1994 son 75^e anniversaire. Pour souligner l'événement, une demande de modification du statut de desserte en celui de paroisse a été adressée à l'évêché de Saint-Hyacinthe. La paroisse Notre-Dame-du-Bon-Conseil est reconnue officiellement le 22 avril 1995.

La desserte d'Otterburn Park est fondée le 13 juillet 1919, lors d'une réunion dont il n'existe qu'une minute au livre des assemblées des syndics. Une trentaine de catholiques, en majorité estivants, se réunissent pour décider de la construction d'une chapelle. Ces gens désirent devenir une communauté chrétienne distincte avec une messe célébrée au parc Otterburn durant l'été. L'évêque de Saint-Hyacinthe, Mgr Alexis-Xyste Bernard, place la desserte sous le patronage de Notre-Dame-du-Bon-Conseil.¹

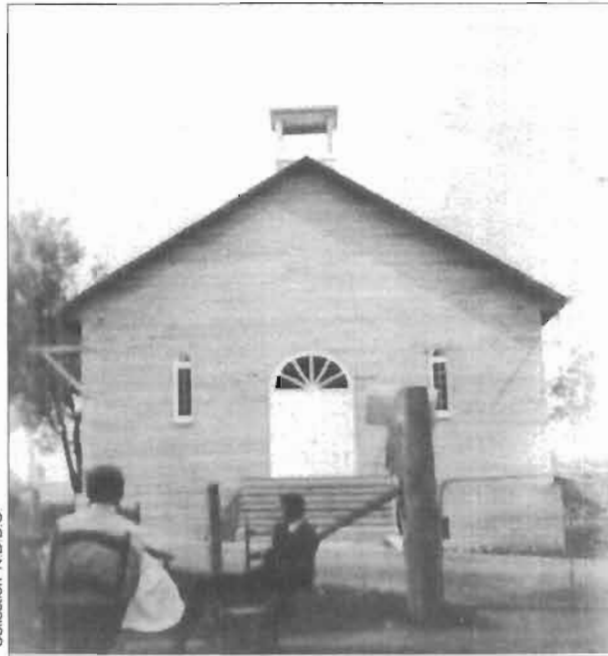
Au début, la messe est célébrée dans l'école catholique située sur la rue Connaught, près du Chemin Principal (chemin des Patriotes).² David Mason, promoteur installé dans la région depuis 1912, fait don des lots sur lesquels est érigée la chapelle, à l'angle du Chemin Principal et de la rue Gervais. George Morris y ajoute un coin de son terrain touchant à ces lots. La construction débute à l'automne de 1919 et se termine au printemps de l'année suivante.

Une cloche de locomotive, offerte par George

Morris, convie les catholiques à la messe dominicale. À l'automne 1967, on installe un carillon électronique alors évalué à 3 295 \$. La cloche, conservée en souvenir, a longtemps servi d'ornement sur le parterre de l'église.

La chapelle du parc sera desservie par les curés et vicaires de Saint-Hilaire et par certains prêtres de langue anglaise, parents ou amis des premiers résidents du parc, jusqu'à ce qu'un pasteur régulier soit assigné à la desserte en 1956. Les premières années, le desservant touche 8 \$ par messe. Le prix des places est fixé à 10 cents par adulte. L'abbé Albany Côté est le premier desservant à résider dans un presbytère à Otterburn Park, à partir de 1958. Il y restera jusqu'en 1970. Durant cette dizaine d'années, 300 baptêmes, 66 mariages et 27 sépultures sont célébrés à la desserte. Avant 1960 et la tenue de registres propres à Otterburn Park, toutes ces cérémonies sont tenues à Saint-Hilaire ou dans l'une des églises de Beloeil.³

Pendant ce temps, la vie communautaire de Saint-Hilaire se développe et s'organise. La petite communauté regroupée autour du parc, connue sous le nom



Collection N.D.B.C.

Chapelle Notre-Dame-du-Bon-Conseil. Photo prise en 1919 sans la rosace et avant le briquetage.

de village Otterburn, requiert des services : électricité et trottoir sur le chemin du bord de l'eau, ouverture de rues; un comité de citoyens s'organise et revendique auprès de la corporation de la paroisse de Saint-Hilaire.

Mason et Spiller

Otterburn se développe petit à petit autour du parc de Bruce Campbell. Un matin de l'été 1912, Ernest J. Spiller et David Mason prennent le train à Montréal pour se rendre à Saint-Bruno dans le but d'y acheter des terrains. La petite histoire veut que ces messieurs se soient endormis pour se réveiller au moment où le train traversait le Richelieu. Comme il ralentissait à l'endroit où la voie ferrée oblique vers la gare de Saint-Hilaire, les deux compères sautent de leur wagon. Visitant les alentours, ils abandonnent leur projet original et décident plutôt d'acheter des terrains autour du parc. Ils concluent une nouvelle entente : Spiller développe le haut, les «Heights», et Mason les terrains au sud du parc, les «Flats».

Les premières ventes de lots s'effectuent en faveur d'employés du chemin de fer Grand Tronc, résidents de la Pointe-Saint-Charles et de Verdun. Le prix d'un lot de 70 pieds par 100 pieds est de 20 \$, payable comptant. Les premières habitations construites autour du parc sont des chalets d'été. La croyance populaire veut qu'une bonne partie des matériaux provienne du Grand Tronc.

Un entrepreneur local, Arthur Farand, construit plusieurs chalets. À part quelques cultivateurs, les Farand sont au nombre des premiers résidents. Une branche de la famille, dont les descendants actuels, a adopté le nom «Forand». Les frères Charles et Arthur Farand comptent au nombre des fondateurs de la desserte Notre-Dame-du-Bon-Conseil. Arthur habite face à la chapelle qu'il construit. Le cottage de briques rouges existe toujours sur le chemin des Patriotes.

50 familles

Le 24 août 1917, les résidents du secteur Otterburn Park font parvenir au maire de la paroisse de Saint-Hilaire, Bruce Campbell, une requête demandant l'ouverture d'un bout de rue à partir du chemin public de la première concession (Main Road devenu chemin des Patriotes), puis se dirigeant en ligne droite jusqu'à la rivière Richelieu (Ferry Road, chemin de la Traverse devenu Connaught). De plus, les requérants réclament le service d'une traverse entre les deux rives.⁴

La majorité des 67 signataires sont des anglophones, la plupart employés du Grand Tronc, qui sont venus s'installer graduellement depuis 1912. À l'appui de leur demande, ils font valoir que la partie de la paroisse désignée «Otterburn Park» augmente en population, avec maintenant plus de cinquante familles, et que la valeur foncière du quartier a augmenté de 90 000 \$ en cinq ans. Les propriétés de messieurs Mason et Spiller valent, à elles seules, environ 100 000 \$.

«Vu que ces améliorations encourageraient un grand nombre de propriétaires à bâtir, l'augmentation de l'évaluation serait suffisante à rencontrer les dé-

David Mason et Ernest Spiller Pionniers de l'immobilier à Otterburn Park

David Mason naît à Oxford, Angleterre, le 9 mai 1887. Sa date d'arrivée au Canada est inconnue. À partir de 1916, il est recensé à Pointe-Saint-Charles et déclaré agent d'immeubles. Dès 1919, on perd sa trace à Montréal. Aurait-il décidé de venir s'établir définitivement à Saint-Hilaire à partir de 1919 ? Fort probablement.

David Mason semble être devenu un citoyen engagé de la communauté du parc Otterburn. En 1921, il participe à la mise sur pied du club de canotage dont il est président de 1930 à 1931. Le 13 mai 1936, il est élu conseiller municipal au siège numéro 4, en remplacement de Charles E. Watt, sorti de charge.

Alors qu'il est en voyage dans l'Ouest chez son fils John, surnommé «Pitt», David Mason décède de mort naturelle, le 9 octobre 1961 à l'âge de 74 ans. Le certificat de décès délivré à Calgary mentionne : «Last Residence: 826 Mason St., Otterburn Park, Québec»

Ernest Spiller serait né le 26 avril 1887.¹ On ne connaît toutefois pas l'endroit exact de sa naissance. On retrouve ses premières traces comme agent d'immeubles, commerçant et entrepreneur montréalais autour de 1916. Il est commodore du club de canotage de 1924 à 1926.

Ernest Spiller décède subitement à Montréal le 24 août 1961. Le couple Spiller laisse six enfants. Certains de leurs prénoms survivront longtemps dans les rues d'Otterburn Park : Eleanor, Ernest, Helen et Ruth.

Association

Dès 1912, Mason et Spiller s'associent pour acheter des terres et développer Otterburn Park. Ils sont parties des transactions suivantes :

- 03-02-1912 Vente lots 143 et 144 par Arthur Farand à Ernest Spiller, devant le notaire J.E.M. Desrochers;
- 03-02-1912 Vente lot 146 par Avila Duclos à Ernest Spiller, devant le notaire J.E.M. Desrochers;

28-02-1912 Vente lots 138 et 139 par Lucien Dufresne à Ernest Spiller, devant le notaire J.E.M. Desrochers;

26-06-1912 Vente lot 137 par Lucien Dufresne à Ernest Spiller, devant le notaire J.E.M. Desrochers.

Un acte d'obligation passé devant le notaire A.D. Jodoin, à Montréal, le 24 juillet 1912 et enregistré au Bureau d'enregistrement de Marieville sous le numéro 35 836, le 26 juillet 1912, engage Mason et Spiller conjointement et solidairement à rembourser à The Trust and Loan Company of Canada un prêt de 11 900 \$. Pour cela, ils hypothèquent les lots susmentionnés.

Le 21 août 1913, un acte de vente passé devant le notaire R.B. Hutcheson, à Montréal, et enregistré au Bureau d'enregistrement de Marieville sous le numéro 37 031, le 10 novembre 1913, accorde à David Mason la moitié indivise des droits, titres et intérêts des lots mentionnés à l'acte et appartenant à Ernest Spiller. Acquis en début d'année, ces lots sont situés du côté sud du parc, quartier plus tard désigné les «Flats».

11-06-1918 Vente partie de lot 133 par Henri et Émile Halde à Ernest Spiller, devant le notaire J.E.M. Desrochers;

14-06-1918 Vente autre partie de lot 133 par Henri et Émile Halde à Ernest Spiller, devant le notaire J.E.M. Desrochers;

22-10-1920 Vente lot 130 par Arsène Auclair à Ernest Spiller, devant le notaire J.E.M. Desrochers.

Ces derniers lots sont situés du côté nord du parc, c'est-à-dire dans les «Heights». Il semble qu'Ernest Spiller ait laissé à son collègue Mason le soin de développer les «Flats» tandis qu'il se réservait les «Heights».

¹ Index du fichier des décès.

penses que nous demandons au Conseil de bien vouloir faire (sic)». ⁵ Le conseil municipal donnera suite à la requête.

En juillet 1919, la croissance de la population estivale et du nombre des visiteurs du parc provoque de nouveaux besoins. La corporation de la paroisse de Saint-Hilaire demande au Grand Tronc de construire un abri pour le débarcadère d'Otterburn Park.

Les premières rues portent les noms suivants : Ferry Road, Main Road, Catholic Church Road, Station Road. En 1920, le réseau se développe : Connaught et Ruth, puis Prince-Arthur et Borden. On commence même à installer des ponceaux le long du ruisseau qui traverse le secteur aux abords des rues Connaught, Prince-Arthur et Ruth.

Club de canotage

Avec cet attrait pour les activités aquatiques que nous avons décrit plus haut, c'est à cette époque qu'est fondé le «Otterburn Boating Club», le Club de canotage; la demande d'incorporation est datée du 16 août 1921. Les fondateurs veulent promouvoir le

divertissement, plus particulièrement les sports nautiques et la natation

Dès 1922, un chalet est construit au bas de la rue Oxford pour aussi peu que 4 000 \$, incluant l'acquisition du terrain de Joseph-Philippe Dupuis (autres informations sous le titre **La Pointe Valaine**), le 28 mars de la même année. Le Club organise des régates amicales et de compétition. Le train sert alors grandement aux clubs visiteurs qui y chargent leurs canots le vendredi pour les acheminer à Beloeil. Le vendredi soir, les membres du club local se rendent à la gare et remontent la rivière à bord des canots de leurs adversaires, pour les accoster sur la plage du club de canotage. Pendant de nombreuses années, on y tiendra la populaire danse du samedi soir. Et l'hiver, les amateurs se retrouvent sur la patinoire aménagée à cette fin derrière le chalet.

Le Club de canotage d'Otterburn Park délèguera des participants aux différentes compétitions de canotage de niveau provincial, national ou international, remportant maintes fois les honneurs. Ses athlètes ont représenté le Canada à de nombreuses reprises



Collection Robert Lefebvre

La rue Prince Edward, au début du siècle (1920-1930), illustrant le développement d'Otterburn Park.



Le Club de canotage, fondé en 1921, a délégué des participants à des compétitions aux niveaux provincial, national et international. Ses membres ont représenté le Canada aux Jeux Olympiques de Montréal et à ceux de Los Angeles en 1984.

lors des Jeux olympiques depuis 1924, notamment à Montréal en 1976. Le Club de canotage d'Otterburn Park est reconnu comme le plus ancien club du genre au Québec.

Le 7 décembre 1965, la corporation du Club de canotage vend le chalet et le terrain à la municipalité d'Otterburn Park pour le montant symbolique d'un dollar, plus les honoraires du notaire et les taxes. L'organisme, fondé en 1921, ne peut plus défrayer le coût de fonctionnement du club. La municipalité en devient responsable et garantit aux membres du club le libre accès à la bâtisse et s'engage à continuer l'entreposage de ses équipements.⁶

Bureau de poste et électricité

Le 15 juin 1921, on demande au ministre des Postes un bureau de poste chez C. Léon Denis, à l'angle du chemin de la Traverse (Connaught) et du Chemin Principal (chemin des Patriotes). Il sera situé

au centre du territoire de la paroisse, à environ un mille et demi de la station principale du chemin de fer, celle de la Montée des Trente.⁷

Le 3 octobre 1927 est un grand jour pour la petite municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire. Bruce Campbell, le maire, et le notaire J.E.M. Desrochers, le secrétaire, apposent leur signature au bas d'un contrat avec la Southern Canada Power Co. garantissant de l'électricité à la population à partir du 15 mars suivant. Il s'agit d'un contrat de 10 ans garantissant l'installation initiale de 37 lampes de 100 watts chacune. La municipalité paye, pour 32 lampes, un total de 384 \$ par année. Le coût des cinq autres lampes est assumé par les clients requérants au tarif de 1,50 \$ par mois.⁸

Une communauté s'articule autour du parc

Ce sont les années de gloire du parc. Les plaisanciers commencent à acquérir des terrains et y construi-



Entre 1925 et 1934, Arsène Auclair était propriétaire du magasin situé au coin de l'actuel chemin des Patriotes et de la rue Prince Edward.

sent graduellement des résidences secondaires puis permanentes. Les Montréalais viennent lentement s'installer aux abords du parc.

Dans les années 20 et 30, la population augmente et les besoins se multiplient au point de nécessiter la construction d'écoles et d'églises catholiques, protestantes et anglicanes, francophones et anglophones. La vie communautaire s'articule peu à peu autour de ces nouvelles institutions.

Durant quelques hivers, on décorera un des gros pins sur le terrain de la Union Church, au coin de la rue Prince-Albert et du Chemin Principal. Dave Mason y distribue des cadeaux, des bonbons et des noix, autour d'un grand feu de joie. Bruce Campbell profite toujours de ce rendez-vous d'hiver pour faire ses salutations d'usage.

La plupart des familles associées à cet événement sont anglophones. On y reconnaît les Christmas, les Evans, les Hagarty, les Mason, les Riddle, les Spiller et

les Thompson. Les seuls francophones présents sont les familles Arsène et Joseph Auclair ainsi que les Farand.

Maurice Auclair, fils de Joseph, se souvient des passe-temps favoris de la jeunesse de l'époque. «L'été, il y avait les régates du boating club et le terrain de tennis, près du pont, où est maintenant le restaurant. On avait un club et on allait jouer un peu partout. Du temps où la traverse marchait, le rendez-vous de la plupart des gens était chez «Tucker», un restaurant avec salle de danse situé dans les bas-fonds du chemin de la Traverse.»

La Pointe-Valaine

Un autre établissement a fait la renommée d'Otterburn Park pendant plusieurs décennies. Il s'agit de l'hôtel Pointe-Valaine. Un riche marchand de bois de Verdun, un dénommé Joseph-Philippe Dupuis⁹, achète plusieurs lots de David Mason, le 26 juillet 1915, au

coût de 7 325 \$. Il y fait construire une résidence d'été, tout près du bord de l'eau, au bas de la rue Oxford, face au chalet du Club de canotage.

Le 23 novembre 1934, monsieur Dupuis vend sa propriété à Henri Thuot pour la somme de 8 500 \$. Moins d'un an plus tard, ce dernier double la mise en cédant le domaine à George Pierce, propriétaire du Press Club du carré McGill, à Montréal. Le site est baptisé Pointe-Valaine. Pour l'instant, rien ne nous précise d'où viendrait ce nom.

On s'explique mal pourquoi Pierce vend la propriété pour 1 \$ (et des considérations non mentionnées à l'acte de vente) à Robertine Paradis, le 14 octobre 1936. On y stipule aussi que l'acquéreur s'engage à honorer une dette pendante de 2 000 \$.

C'est Robertine Paradis qui, la première, donne le nom de Pointe-Valaine à l'établissement qu'elle transforme en hôtel. Toutefois, l'examen des droits de propriété nous apprend que, le 27 juillet 1938, Robertine Paradis vend à Adjutor St-Jean pour

8 300 \$. Quelques mois plus tard, le 21 septembre 1938, Edmond Auclair acquiert le domaine pour 7 500 \$. Edmond Auclair en est le propriétaire jusqu'au 10 janvier 1945. Après avoir fait des transformations majeures, il vend à Louis-Philippe Brassard qui accepte de payer 35 000 \$ pour la propriété. Dans ce dernier cas et dans celui d'Adjutor St-Jean, l'acquisition d'un permis d'alcool est conditionnel à l'achat.

Magnifique témoin architectural d'une autre époque, l'édifice a été détruit par les flammes le 8 juillet 1981. La ville d'Otterburn Park acquiert le terrain le 17 février 1984 pour la valeur de l'évaluation municipale, c'est-à-dire 53 500 \$.

On a pensé en faire un parc ou s'en servir pour agrandir le Club de canotage. À plusieurs reprises, des demandes ont été faites pour y installer un court de tennis. Maire d'Otterburn Park à l'époque, Marcel Lacoste (1982-1989) se souvient qu'année après année, Gérard Caissy reformulait sa demande au conseil. «Nous avons plusieurs idées d'aménagement



La Pointe-Valaine fit la renommée d'Otterburn Park durant plusieurs années. On venait d'un peu partout pour profiter du site enchanteur. Carte postale datant de 1950.

mais elles tombaient toujours au bas de la liste des priorités lorsque nous analysions le budget.»

Aujourd'hui, l'escalier de ciment qui donne sur la grève du Richelieu et quelques arbres centenaires sont les seules traces d'un passé encore récent.

L'inondation de 1936

Plusieurs des premiers résidents aujourd'hui disparus ont déjà témoigné de la fureur des éléments et des dégâts causés par les tempêtes et la crue des eaux.¹⁰ Les inondations et les tornades des dernières années en sont des exemples éloquentes.

Lors de l'inondation de 1936¹¹, la rivière déborda jusqu'à la route, entre l'église Notre-Dame-du-Bon-Conseil et Saint-Mathias. Elle inonda toutes les résidences sises le long du chemin des Patriotes. À quelques endroits au-dessus de la route, l'eau montait jusqu'au toit des maisons. La sous-station électrique située au sud de la paroisse fut emportée par les glaces.¹²

La traverse

Bien qu'une traverse existe depuis plusieurs décennies entre les villages de Beloeil et Saint-Hilaire, le service semble n'être apparu qu'en 1918 entre le village de McMasterville et le parc. Durant les années 1920, le passeur doit posséder un bon grand bac d'une capacité de 10 000 livres pouvant résister aux intempéries. Retenu par un câble fixé à chaque rive, le bac est poussé à bras à l'aide de deux «battois». Il s'agit de madriers enfilés sur le câble, à chaque bout du traversier. Par beau temps, un homme suffit à faire avancer le bac. Par grand vent, il faut un homme à chaque «battois».

On charge 5 «centins» par piéton et 20 «centins» par voiture; les enfants âgés de moins de 7 ans traversent gratuitement. Faire traverser un boeuf, une vache ou un cheval coûte 10 «centins» et chaque autre boeuf, vache ou cheval de la même traversée 5 «centins». Il en coûte aussi 10 «centins» pour un mouton, un veau, une chèvre ou un cochon et un



Collection Armand Cardinal

L'inondation de 1936 submergea une bonne partie de la route et des bas-fonds, entre le pont ferroviaire et Saint-Mathias. La photographie fut prise à partir de la rue Oxford. On aperçoit, à gauche, la grange située à l'arrière de l'hôtel Pointe-Valaine.

«centin» supplémentaire par animal additionnel.

Le passeur doit aussi fournir une bonne chaloupe à fond plat pouvant traverser sûrement au moins cinq passagers adultes.¹³ Edmond J. Jacques, batelier de McMasterville, possède les licences obtenues au coût de 10 \$ chacune auprès des corporations des paroisses de Beloeil et Saint-Hilaire ainsi que du village de McMasterville. Il est passeur du 4 mars 1918 au 7 juin 1920.

Le 15 mai 1920, vers 18h30, monsieur Jacques dirige la traverse entre Saint-Hilaire et McMasterville, vis-à-vis du passage d'eau de la rue Connaught, lorsque son bac chavire. Trois passagers évitent la noyade de justesse et deux automobiles coulent au fond de la rivière, à une profondeur d'environ 35 pieds.

L'enquête publique tenue le 20 mai révèle que la

principale cause de l'accident est le mauvais état du bac. Peu de temps après, M. Jacques reprend l'exploitation de la traverse après avoir remis son chaland en état, à la satisfaction du conseil municipal de Saint-Hilaire.¹⁴ Pourtant, le 7 juin, Edmond Jacques vend son droit de passage à Edmond Ivart qui obtient le permis de traversier.

Selon toute vraisemblance, le bac de bois est mû par une chaloupe à moteur dès la fin des années 20. Le bac est toujours guidé par un câble fixé à chaque rive. Outre les piétons, il peut transporter quatre autos ou deux camions à la fois.

De 1942 à 1947, Amédée Charbonneau est propriétaire et capitaine du passeur appelé «Miss Otterburn». Ce bateau remplace le bac de Zéphir Larivière et traverse les piétons et cyclistes qui ne se rendent pas au nouveau pont Laurier.



Collection Maurice Auclair

À Otterburn Park, une traverse a existé pendant longtemps. Le bac accostait au pied de la rue Connaught, appelée chemin de la Traverse au début du siècle. Il se rendait à Beloeil-Station (McMasterville à compter de 1917).

TRANSPORT

Au début de la colonie, le transport se fait principalement par canot ou par bateau. Il n'existe qu'une seule route longeant la rivière entre Chambly et Saint-Ours. Cette route porte successivement plusieurs noms : chemin du Bord de l'eau, chemin de la Rivière, Chemin Principal, boulevard Richelieu puis, enfin, chemin des Patriotes. En anglais, on la nomme «Main Road».

Sous le régime français, il y a trois types de route. Chaque habitant est responsable de l'entretien du chemin longeant sa propriété.

1. Les chemins royaux et de poste ont 24 pieds de large avec des fossés de 3 pieds de chaque côté.
2. Les routes secondaires garantissent l'accès aux fermes et traversent les concessions. Elles ont 18 pieds de large et sont bordées de fossés.
3. Tracées sur les seigneuries, les autres voies sont plutôt des chemins de service pour le passage des mules jusqu'aux moulins.

Au printemps, les routes sont en mauvais état. En hiver, il faut les baliser pour les retrouver.

Sous le régime anglais, après 1776, les routes sont entretenues par les paroissiens sous le contrôle de la milice locale.

Vers 1815 : quelques routes secondaires viennent s'ajouter aux deux chemins reliant Sorel à Saint-Jean, sur les deux rives.

1845 : un bateau à vapeur transporte les passagers entre Montréal et Chambly, trois fois par semaine. Le «Richelieu» s'arrête à chaque village. Le tarif est de 1\$ en première classe et de 37,5 cents en deuxième classe.

Un traversier appartenant au seigneur fait alors la navette régulière entre Beloeil et Saint-Hilaire. En plus de traverser les passagers, il sert à transporter le grain de la seigneurie de Beloeil aux différents moulins de Saint-Hilaire.

1848 : construction d'un premier pont ferroviaire sur le Richelieu par la St. Lawrence and Atlantic Railway Company. Il relie Beloeil et le parc Otterburn à partir de Montréal.

10 avril 1849 : acte de donation consenti par Thomas E. Campbell à la St. Lawrence and Atlantic Railway.

12 avril 1853 : le Grand Trunk Railway rachète la ligne qui dessert aussi Portland (Maine). Elle relie Montréal à un port de mer situé à 300 milles.

1859 : le pont Victoria est complété.

1864 : la pire catastrophe ferroviaire qu'a connue le Canada, avec 98 morts, en majorité des immigrants allemands et norvégiens noyés dans le Richelieu ou écrasés par les wagons. L'ingénieur n'avait pas vu le signal indiquant que le pont était ouvert pour y laisser passer une filée de barges.¹

Avec l'arrivée du train, la navigation diminue. Mais un traversier relie Saint-Denis à Beloeil, trois fois par semaine, pour accommoder les gens qui veulent prendre le train pour Montréal. Le trajet est plus long mais plus confortable que la voiture.

1924 : première pose de gravier sur «Ferry Road», le chemin de la Traverse (Connaught), jusqu'au ruisseau situé à la hauteur de la Légion canadienne. En 1926, on ouvre ce chemin jusqu'au chemin des Trente (Ozias-Leduc).

1942 : ouverture officielle du pont payant Laurier, bien qu'on retrouve l'inscription 1941 sur le pont. Cela révolutionne les échanges entre les deux communautés riveraines. La traverse est abandonnée mais un petit bateau-passeur sera maintenu entre McMasterville et Otterburn jusqu'à la fin des années 60.

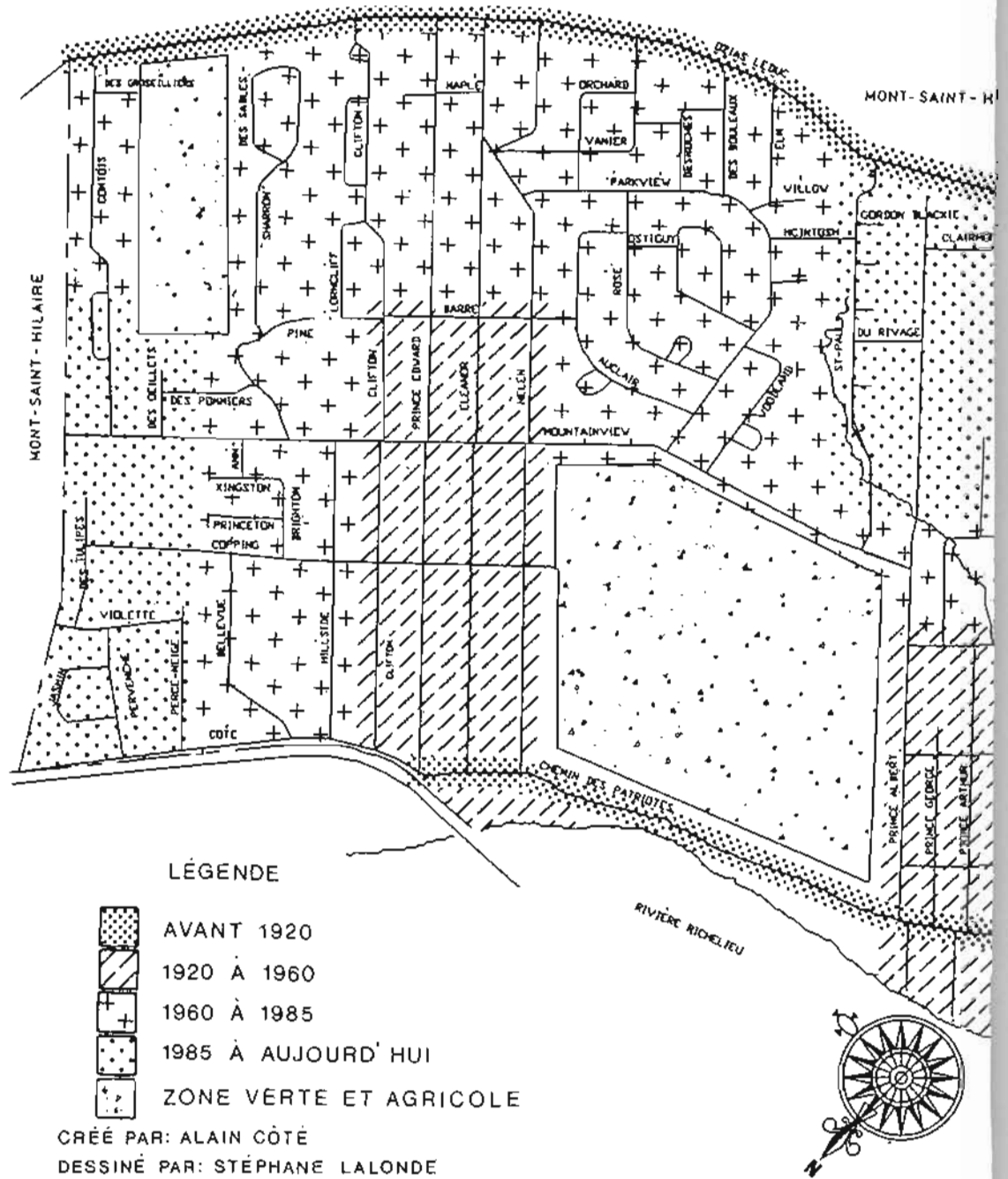
Les aînés se souviennent encore du temps où chaque attelage avait ses clochettes. On reconnaît ainsi la carriole du médecin, du prêtre, de l'épicier, du laitier ou du boulanger au son des cloches. En plein cœur de l'hiver, alors que les routes ont rétréci à une voie en raison des bancs de neige, les clochettes avertissent les usagers de céder le passage.

Avant l'arrivée des automobiles et du déneigement systématisé, les enfants d'Otterburn glissent en traîneau sur les pentes des rues transversales, descendant souvent à fière allure jusqu'à la rivière.






La traversée du Richelieu reste possible en hiver. Après avoir déneigé, on fait monter l'eau en piquant la glace qui devient alors plus épaisse et plus sécuritaire. On pose ensuite des balises pour indiquer le trajet.

Source : Georgiana Webster, dont plusieurs informations tirées de la thèse de M.B. Ballabon, Mc Gill, 1952, publié dans l'Oeil Régional, 22 mars 1978.

¹ Pour en savoir plus, voir Roger St-Jacques, La catastrophe du pont ferroviaire de Beloeil, Les cahiers d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire, n° 14, juin 1984, pp.3-14 et n° 15, octobre 1984, pp.26-40.



LÉGENDE

-  AVANT 1920
-  1920 À 1960
-  1960 À 1985
-  1985 À AUJOURD' HUI
-  ZONE VERTE ET AGRICOLE

CRÉÉ PAR: ALAIN CÔTÉ
 DESSINÉ PAR: STÉPHANE LALONDE

AIRE



OTTERBURN PARK

DÉVELOPPEMENT URBAIN



À quelques exceptions près, les exigences et les tarifs sont demeurés les mêmes depuis 20 ans. Le règlement municipal tient compte de la modernisation des véhicules dans sa tarification mais les passagers et les animaux paient toujours le même droit de passage. Pour les écoliers, on offre une série de 24 passages pour la modique somme de 40 cents. Aux adultes, six traversées pour 25 cents.¹⁵

Après 1947, les fils d'Amédée Charbonneau poursuivent le service de navette. Antoine est le dernier à effectuer la traversée à l'aube des années 60 avec le deuxième «Miss Otterburn». Le service est interrompu après qu'un accident ait endommagé le bateau. Certaines sources affirment cependant qu'Hilaire Plante, un citoyen de Saint-Hilaire, avait racheté le yacht de la famille Charbonneau et aurait été le dernier à exploiter la traverse vers 1960.

Après la guerre, les chemins de gravelle ont cédé graduellement la place à l'asphalte. L'inauguration du pont payant Laurier, en 1942, contribue à l'essor de la région. Signe des temps, le secteur du parc Otterburn se développe rapidement.

La Légion

En 1945, une quinzaine d'anciens combattants fondent la filiale Auclair n° 121 d'Otterburn Park - Mont-Saint-Hilaire de la Légion royale canadienne. La charte est signée à Ottawa le 24 octobre 1945. La famille Arsène Auclair a perdu ses deux fils Roch et Jean-Jacques à la guerre et c'est en leur mémoire que la filiale est nommée.

Les activités de la filiale Auclair s'adressent tout d'abord aux anciens combattants. Elles s'étendent rapidement à l'ensemble de la population de la région. La Légion, comme on l'appelle encore familièrement, devient le centre nerveux de la majorité des activités de la petite communauté d'alors.

Les premières réunions, sous la présidence de Louis Beauregard, ont lieu à la Pointe-Valaine. Dès 1946, le conseil exécutif procède à l'acquisition d'une bâtisse en bois située sur un terrain de 24 lots entre les rues Connaught et Milton, à l'angle de Victoria. Non isolé et construit sur pilotis, le local appartient au «Otterburn Recreation Club»¹⁶ qui cède la propriété pour 3 000 \$. Une part sociale de 5 \$, plus tard



Collection filiale Auclair n° 121 de la Légion canadienne

La Légion, filiale Auclair n° 121, acheta la bâtisse en 1946 du Otterburn Recreation Club. La photo a été prise de la rue Connaught.



École protestante construite en 1926 au coin de la rue Helen et du chemin des Patriotes.

remboursée aux membres, sert à financer cet achat.

La même année, les épouses des membres forment la «Ladies Legion Guild». Elles seront jusqu'à 45, dans les meilleures années, à soutenir leurs époux dans l'organisation de diverses activités de financement. Après des milliers d'heures de bénévolat, la «Ladies Guild» cessera ses activités en 1973.

D'allure modeste, la récente acquisition de la Légion ne convient aucunement aux besoins de la filiale Auclair. Après beaucoup de travail bénévole pour nettoyer, réparer, rafraîchir et y installer l'eau courante, la salle de rencontre est inaugurée le 1^{er} mars 1947. Au fil des ans, chaque conseil exécutif rivalise d'imagination pour trouver des moyens de financer de nouveaux travaux : pleine cave, plomberie, toilettes, chauffage central, isolation, foyer, agrandissements et réparations diverses.

En 1958, la filiale Auclair perd près de 50 % de ses membres au profit de la nouvelle filiale Dion n° 238 de Beloeil - McMasterville. Soixante-trois membres se

réuniront dorénavant de l'autre côté de la rivière.

L'inauguration du premier club de curling (voir chapitre suivant) de la Légion canadienne à l'est de Winnipeg a lieu le 19 décembre 1960. Une centaine de membres attendent l'occasion d'en profiter.

En 1961 et 1962, la Légion d'Otterburn Park organise ses premiers pique-niques annuels. Ils attirent presque toute la population pendant une journée de festivités. La tradition se perpétue à chaque année le premier juillet.

Les anniversaires sont soulignés à tous les cinq ans. D'ailleurs, la majorité des informations que nous avons retrouvées sont contenues dans le programme-souvenir du 30^e anniversaire de la filiale Auclair n° 121. À cette époque, la Légion canadienne comptait quelque 300 membres à Otterburn Park et Mont-Saint-Hilaire.

La filiale Auclair n° 121 d'Otterburn Park - Mont-Saint-Hilaire de la Légion canadienne soulignera ses cinquante ans d'existence en 1995.

LES ÉCOLES

Débuts difficiles

À l'époque coloniale, l'instruction est considérée comme une fantaisie ou un privilège. Seuls quelques notables bénéficient d'une certaine éducation. La plupart des gens sont illettrés au point de ne même pas savoir signer leur nom. Dans la seigneurie de Rouville et le territoire de la future paroisse de Saint-Hilaire, la première mention d'un instituteur remonte au 12 août 1784 alors que le troisième seigneur, René-Ovide Hertel (1772-1792), cède une terre à Jean Moreau, maître d'école de Beloeil.¹

À partir de 1824, une loi de l'Assemblée législative permet l'établissement d'écoles élémentaires sous le contrôle des fabriques, donc sous l'autorité des communautés religieuses. Souvent, c'est le curé qui fait la classe, enseigne le catéchisme et voit aux bonnes moeurs. Une loi de 1829 instaure un nouveau système scolaire et c'est à partir de ce moment qu'apparaissent les écoles de rang. Jusqu'alors, les enfants de la paroisse devaient se rendre au village de Saint-Hilaire, ou bien ils ne fréquentaient pas l'école. La classe est donnée dans la salle des habitants du presbytère. À partir de 1843, le curé Jos Quévillon ouvre une école dans l'arrondissement n° 2, à la montagne. Quatre-vingts enfants, garçons et filles, la fréquentent.

En 1845, les commissaires partagent la paroisse en trois arrondissements. C'est vraiment à partir de cette époque que l'enseignement prend de l'envergure. L'organisation n'est pas toujours facile. Tantôt les garçons sont avec les filles. Tantôt les uns ou les autres sont relogés. Les locaux sont rares. On utilise des maisons privées, le presbytère et la sacristie en plus de l'école construite par le seigneur Thomas Edmund Campbell, en 1847, à l'emplacement de l'école Sacré-Coeur, rue Saint-Hippolyte. En 1855, le couvent fondé par son épouse est bâti sur un terrain de la fabrique, derrière l'église, au coût de 5 800 \$.

En avril 1856, un quatrième arrondissement est formé pour le territoire qui s'étend du domaine seigneurial jusqu'à la paroisse de Saint-Mathias. On ouvre une classe dans la maison du sieur Antoine Bessette en attendant de bâtir une école aux Trente (chemin Ozias-Leduc). L'enseignement y est assuré par Céline Millier. Cette année-là, on recense 146 familles dans la paroisse : 112 garçons et 140 filles de 5 à 12 ans vont à l'école.² Ils représentent 67 % des enfants d'âge scolaire.

Anglophones et francophones ensemble

Avec l'incorporation d'une municipalité de village, en 1912, la Commission scolaire de Saint-Hilaire est divisée en deux : une pour le village, une pour la paroisse.

La première école catholique de notre arrondissement est construite avant 1915 à l'intersection du Chemin Principal et du chemin de la Traverse (Connaught). Il s'agit d'une petite construction de deux pièces, en bois. Modifiée plusieurs fois, la bâtisse existe toujours. Dans une pièce, on enseigne aux enfants francophones de première à septième année. À côté, les petits anglophones reçoivent leur enseignement élémentaire.

Cette situation prévaut jusqu'à l'inauguration de l'école Notre-Dame-du-Bon-Conseil, sur la rue Prince-Albert, en 1954. À partir des années 40, l'enseignement en français aux élèves de première et deuxième années se fait au presbytère tandis que les élèves de la troisième à la sixième année fréquentent la petite école.

À l'école Notre-Dame, les élèves de langue française reçoivent l'enseignement dans deux locaux situés à l'étage, du côté de la rue. Les élèves de langue anglaise occupent les quatre autres locaux.

Avec la fermeture des écoles de rang en 1960, l'école Notre-Dame accueille aussi les enfants de

Saint-Hilaire venant de la montagne, des Trente, du chemin Authier, du Brûlé et d'une partie du chemin Richelieu. L'enseignement secondaire de 8e et 9e commence dans un petit local. C'est le début du transport scolaire.

L'école Notre-Dame est agrandie une première fois en 1960 pour répondre aux nouveaux besoins : huit classes, un gymnase, une cafétéria, un bureau pour la direction ; à nouveau en 1973 avec l'ajout de quatre classes, puis en 1983, par l'addition de modules préfabriqués abritant provisoirement quatre classes de plus.

En 1965, les élèves de langue française n'occupent que cinq locaux dans l'école. La situation évoluera rapidement avec l'augmentation de la population et les transferts d'élèves protestants en 1972.

Les protestants

Au tournant du siècle, les jeunes protestants de la paroisse de Saint-Hilaire vont à l'école du rang des Étangs, à Saint-Jean-Baptiste. Les enfants du parc Otterburn devenant plus nombreux, on transfère l'école dans une maison privée qui existe encore, au bas de la rue Prince Edward. Située au numéro 45, elle est la propriété de Miss Pyle³. Deux ans plus tard, on construit l'école élémentaire Mountainview sur la rue Helen, tout près du chemin Principal. L'école d'une classe est agrandie à plusieurs reprises : en 1942 on ajoute une classe ; en 1951, deux classes de plus ; en 1954, trois classes et un auditorium ; en 1957, quatre classes et un gymnase.

En 1960, la Mountainview High School est construite sur la rue du même nom. Elle accueille les anglophones protestants du secondaire. La construction de la polyvalente Richelieu Valley High School, école régionale, modifie la situation à partir de 1972. Les élèves du secondaire sont transférés à McMasterville et tous les enfants de langue anglaise et de confessionnalité protestante du primaire de la région occupent dorénavant la Mountainview High School devenue la Mountainview Elementary School.

Apple Valley et Argile Bleue

Du même coup, la Commission scolaire Apple Valley, responsable de l'enseignement primaire catholique anglophone, récupère l'école de la rue Helen pour ses élèves et y installe ses bureaux.

Au milieu des années 80, les besoins de la Commission scolaire de l'Argile Bleue (secteur primaire, catholique et francophone, nommée ainsi à cause de la présence de ce type de sol dans la région) l'amènent à négocier une entente avec Apple Valley. Les élèves anglophones quittent l'école pour la Mountainview Elementary School. Les classes de 5e et 6e années de l'école Notre-Dame sont transférées à Apple Valley. En 1993, l'Argile Bleue acquiert la bâtisse qui devient définitivement le pavillon II de l'école Notre-Dame.

En juillet 1993, le pavillon principal de l'école Notre-Dame, communément appelé le pavillon I, subit d'énormes dommages lors d'un incendie d'origine criminelle. Il est rénové et reconstruit entre juillet et décembre 1993.

À l'automne 1994, on souligne le 40e anniversaire dans une école rajeunie, avec plus de 550 personnes. Dans une atmosphère de franche camaraderie, vidéos, photos, souvenirs d'époque, jeux et buffet sont au rendez-vous. Parents, élèves, enseignants, directions, anciens et nouveaux échangent souvenirs et bons mots.

Depuis deux ans, la Commission scolaire de l'Argile Bleue regroupe les niveaux d'enseignement primaire et secondaire de la région, avec les deux polyvalentes de Beloeil et de Mont-Saint-Hilaire et 18 écoles primaires.⁴

¹ Cardinal, Armand, L'enseignement à Saint-Hilaire, Les cahiers d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire, no 13, 1984, p.24.

² Ibid., p.35.

³ Otterburn Old Timers Reunion, 1867-1967, Otterburn Park, août 1967, p.6.

⁴ La majorité des informations traitant d'avant 1900 sont tirées du texte d'Armand Cardinal précité.

Une municipalité *distincte*

1949

La pomiculture constitue la principale activité agricole de la paroisse de Saint-Hilaire. Les flancs du mont Saint-Hilaire sont ceinturés de vergers jusque dans les «Heights» d'Otterburn.

Dans les années 1930, le boulanger Armand Halde possède un verger sur la rue Prince Edward. Lorsqu'Edmond Auclair développe le haut des rues Prince Edward, Eleanor et Helen au cours des années 60, des rangées complètes de pommiers demeurent devant et derrière les maisons. On retrouve encore aujourd'hui des pommiers vieux de 75 ans sur plusieurs propriétés de la ville, vestiges de ce type de culture régionale.

Depuis 1912, la paroisse de Saint-Hilaire s'étend sur toutes les terres bordant le village. Son territoire est borné au nord-est par la paroisse de Saint-Charles; à l'est par la paroisse de Sainte-Madeleine; au sud-est par la paroisse de Saint-Jean-Baptiste; au sud-ouest par la paroisse de Saint-Mathias; puis, par l'axe de la rivière Richelieu, depuis l'emprise du chemin de fer jusqu'à la ligne de démarcation entre les lots 104 et 106 (axe actuel de la rue Comtois). Le village de Saint-Hilaire est constitué en corporation distincte.

Quarante ans plus tard, en 1949, des résidents et des pomiculteurs de la montagne feront une demande de scission qui modifiera ce territoire.

Entre 1928 et 1940, le parc Otterburn se développe de façon constante. Les rues s'allongent et se

multiplient. Les nombreuses résidences d'été laissent présager le développement domiciliaire qui fera plus tard d'Otterburn Park une banlieue populaire.

En 1940, une quinzaine de rues partent du bord de l'eau ou du chemin public longeant le Richelieu. Elles sont bordées au nord-est par la rue Clifton et au sud-ouest par la rue Ruth, longue de 2 arpents. D'un côté du parc, les rues Clifton, Prince Edward, Eleanor et Helen sont traversées par les rues Copping et Mountainview. Plus bas, la petite rue Ernest ne sera jamais ouverte et les parcelles de terrains seront rétrocédées aux riverains en 1994.

Au sud-ouest du parc, la rue Riverview, longue de 3 arpents et demi, dessert les résidents de ce secteur situé entre la rivière et le Chemin Principal.¹ Les rues Mason, Spiller, Victoria et St. John coupent les rues Prince-Albert, Prince-Georges, Prince-Arthur, Connaught (longue de 30 arpents et la seule à traverser Otterburn de bas en haut, c'est-à-dire jusqu'au chemin des Trente (devenu Ozias-Leduc), Milton, Oxford, Laurier, Borden, Gervais et Milroy.

Une association de citoyens

Au milieu des années 1940², une association de



L'immense bolsé du parc récréatif vu du Pain de sucre. Il étalt situé à quelques pas du chemin de fer qui lui amenait sa clientèle.

citoyens formée de contribuables du parc réclame des services par des pressions et des plaintes adressées aux autorités municipales de la paroisse de Saint-Hilaire. Leur secrétaire, L.W. West, se plaint que les chemins d'Otterburn ne sont déneigés que deux ou trois jours après les tempêtes; il réclame que l'on épande du sable sur les chemins glissants pour la sécurité des piétons; il dit qu'on néglige l'entretien de l'éclairage de rue et demande qu'on répande un produit sur les routes pour diminuer la poussière durant l'été. Bref, les doléances de l'Association des citoyens d'Otterburn se multiplient et causent des tracas à la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire. En outre, l'Association s'intéresse aux élections municipales et demande d'être informée à l'avance de leur tenue.

Dans une longue résolution rédigée par son secrétaire-trésorier, Joseph-Édouard Martial Desrochers,

le conseil municipal dit regretter ce réquisitoire basé sur des faits exagérés et inexacts et répond «sans détours qu'il ne pourra faire plus ni mieux que par le passé, vu que le budget annuel, qui est déjà par trop élevé en égard (sic) aux moyens de fortune de la presque totalité des contribuables, n'a pas permis et ne permettra pas au Conseil de faire plus, et de plus, que chaque arrondissement ou territoire dans la municipalité a droit à sa quote-part proportionnelle des appropriations budgétaires et revenus de la Corporation... (qui a) consciencieusement agi selon les moyens de fortune de la collectivité, tout en prêchant l'harmonie entre tous les groupes ethniques vivant dans les limites de la municipalité...»³.

La correspondance se fait en anglais, langue maternelle des requérants, et des traductions officielles sont fournies aux membres du conseil.

Le 16 avril 1947, le secrétaire-trésorier répond à

M. West en ces termes :

«... puisque vous n'êtes jamais satisfaits, pourquoi ne voyez-vous pas à former une municipalité distincte et séparée ? - ce qui vous permettrait d'agir à votre gré, de faire tous les travaux que bon vous semblera et de dépenser dans une année, ce que l'on dépense en trois années... vous payer le luxe d'un contremaître, d'un corps de police, d'une station de pompe et d'appareils contre l'incendie, vous procurer également deux bons camions et charrues à chemin, afin de ne pas interrompre les travaux, durant l'hiver, lorsque l'un des camions ou l'une des charrues seraient brisés, - les deux camions ne vous coûteraient, à mon sens, que la bagatelle de \$ 6,000.

Je vous considère comme étant un honnête garçon plein de dévouement, mais, malheureusement, vous manquez de l'expérience nécessaire en matière d'administration municipale. S'il fallait accéder à toutes vos demandes, on arriverait vite à la banqueroute.»⁴

Mont-Saint-Hilaire

L'idée fait-elle son chemin en sens inverse ? En octobre 1949, le ministre des Affaires municipales du Québec reçoit une demande de division du territoire de la paroisse de Mont-Saint-Hilaire de la part de 180 contribuables possédant une superficie de 9 300 arpents carrés évalués à 435 485 \$ et accompagnée d'une description technique visant, ni plus ni moins, l'exclusion du parc Otterburn de cette nouvelle municipalité.⁵

On peut supposer qu'avec leurs petites propriétés, les résidents du parc Otterburn payaient moins de taxes que leurs voisins agriculteurs et pomiculteurs, propriétaires de grands lots qui se trouvaient ainsi à payer pour des services dont ils n'avaient nullement besoin.

Le conseil municipal est divisé lorsqu'il étudie la question après avoir reçu copie du projet du ministère des Affaires municipales. Les conseillers Edmond Auclair et Doréen Hamel désavouent la requête tandis

que leurs collègues Florimont Authier et Henri Rémy l'approuvent. La majorité du conseil vote contre la requête, signifiant ainsi son désir de maintenir le territoire de la paroisse intact.⁶

La Corporation de la paroisse de Saint-Hilaire fait valoir son opposition au ministre des Affaires municipales en 17 points. On y apprend que sur une population de 2 000 âmes, 340 propriétaires possédant une évaluation totale de 385 330 \$ refusent l'érection d'une nouvelle municipalité.⁷

1^{er} janvier 1950

Malgré tout, Québec acquiesce à la demande et proclame, le 13 décembre 1949, l'érection de la municipalité de Mont-Saint-Hilaire.⁸ Le 23 décembre, les avis publics circulent. Comme le veut la tradition, Ferdinand Lapierre, crieur public, annonce la nouvelle sur le parvis de l'église de Saint-Hilaire, à la sortie de la messe, le jour de Noël.

Les quatre-cinquièmes du territoire, en grande partie agricole, avec sa population de quelques centaines de personnes francophones, devient la municipalité de Mont-Saint-Hilaire le 1^{er} janvier 1950. Le reste, c'est-à-dire les «Flats» et les «Heights», le territoire bordé à l'ouest par la rivière Richelieu, au sud par la rue Ruth, à l'est par le chemin des Trente (Ozias-Leduc), et au nord par la rue Clifton, avec 1200 résidents majoritairement anglophones, demeure la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire. Pour très peu de temps.

Le notaire Bernard Cormier, secrétaire-trésorier à l'époque, se souvient du vide juridique créé par cette séparation. «Il restait trois conseillers du côté de la paroisse (Otterburn). Ils ne pouvaient pas siéger parce qu'il n'y avait plus quorum. Or, les élections venaient d'avoir lieu. On a obtenu du ministère des Affaires municipales l'autorisation de tenir une élection (le code municipal prévoyait alors des élections aux deux ans), pour combler les postes vacants.»⁹

Aux mises en nomination, le 1^{er} février 1950, Fred Strike est élu maire et les sièges 1, 3 et 6 sont comblés sans opposition. Lors de l'assermentation du nouveau conseil, le 20 février, Fred Strike ne signe pas. À la

première assemblée du conseil, le maire Strike est absent. On ne sait pas pourquoi. Lors de la séance suivante, le 7 mars, le maire a déjà démissionné et le conseiller Edmond Auclair est désigné maire suppléant.

On ne tiendra plus les réunions du conseil de la paroisse au rez-de-chaussée de la maison du bedeau, rue Saint-Hippolyte, face au couvent de Saint-Hilaire¹⁰, mais au sous-sol de la Union Church, au coin de la rue Prince-Albert et du boulevard Richelieu (chemin des Patriotes). Désormais, les réunions sont tenues en anglais.

Les procès-verbaux sont rédigés en anglais jusqu'en 1975. Durant un court intervalle de deux ans, de mars 1975 à décembre 1977, ils sont rédigés en anglais puis traduits en français. Ce n'est qu'à partir de janvier 1978 qu'ils seront rédigés en français.¹¹

À la réunion du 7 mars 1950, l'on engage les deux premiers policiers d'Otterburn pour un mandat de deux ans : William Summerton et William Kiel. Il s'agit de personnes de bonne volonté qui veillent au maintien de la paix en travaillant à temps partiel. Ils patrouillent les rues à pied. L'embauche de policiers à temps plein ne se fera qu'à partir de la création du service de police en 1966.

De la paroisse de Saint-Hilaire à Otterburn Park - 1953

Les événements se bousculent. Dès janvier 1950, certains conseillers ainsi que l'association des citoyens ont songé à changer le nom de la paroisse de Saint-Hilaire pour celui d'Otterburn Park.¹² C'est le toponyme utilisé au débarcadère du train, au bureau de poste et par les résidents. La nouvelle entité municipale correspond au territoire de l'arrondissement désigné ainsi. Tout concorde pour en faire la demande officielle. Il est temps qu'on retrouve le nom d'Otterburn Park sur les documents, sur les cartes et sur la signalisation routière.

La résolution est votée le 22 janvier 1952. Le 8 mai, avis public est donné aux habitants de la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire que le conseil municipal veut transmettre une demande de change-

ment de nom au lieutenant-gouverneur de la province de Québec. L'avis est signé par le maire William C. Kerr¹³ et le secrétaire-trésorier, Lionel Gordon Cowan. Il est affiché à la chapelle Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à la Union Church, au bureau de poste. Trente jours plus tard, il est lu à haute voix à la sortie de la messe du matin.

Le 14 janvier de l'année suivante, la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire devient la municipalité d'Otterburn Park au moment de la parution de l'avis dans la Gazette officielle de Québec, le 31 janvier 1953.¹⁴ À la séance du conseil suivante, le 9 février 1953, le nom d'Otterburn Park apparaît officiellement dans les minutes pour la première fois.

Edmond Auclair, père politique d'Otterburn Park - 1953 à 1977

On peut affirmer sans se tromper qu'Edmond Auclair est le père politique d'Otterburn Park. Il a participé au changement de nom de la municipalité comme conseiller, puis comme maire suppléant. C'est



Edmond Auclair, photographé lors de la fête de la pomme en 1950.

sa signature qui figure sur l'avis de changement de nom donné à Québec. C'est lui qui préside la première assemblée du conseil de la nouvelle municipalité d'Otterburn Park, le 9 février 1953. Avec sa lancée politique, s'ouvre une nouvelle période pour la municipalité.

Edmond Auclair est avant tout un homme d'affaires futé. Grand spéculateur, il profite de l'engouement des Montréalais pour la banlieue et de l'élan domiciliaire qui s'ensuit pour faire fructifier son bien-fonds. Propriétaire de près la moitié du territoire, incluant des vergers, il possède aussi plusieurs maisons qu'il loue volontiers.

Astucieux en affaires, son aplomb et son habileté se reflètent dans l'administration de la municipalité. Avec lui, les cordons de la bourse sont tenus bien serrés. «Sa hantise était d'avoir à augmenter les taxes, raconte un conseiller qui lui a succédé à la mairie. Et il arrivait à maintenir le niveau de taxes au plus bas, en

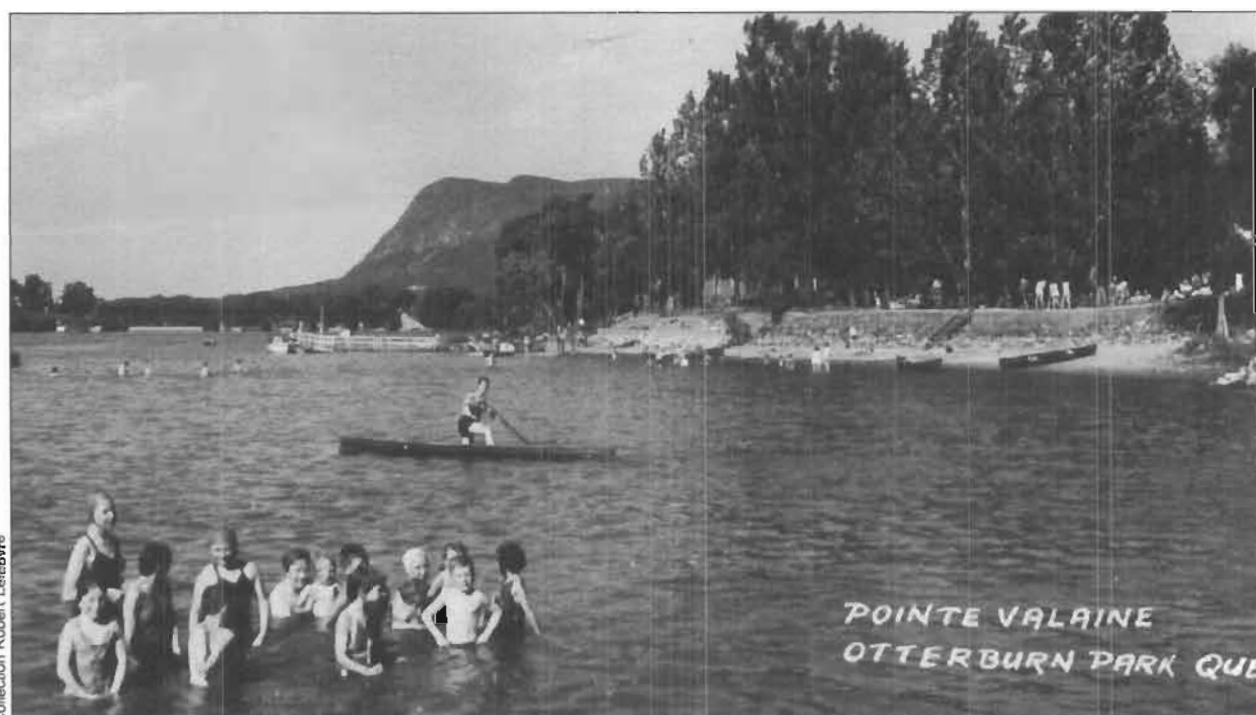
offrant le minimum de services», se souvient Michel Breton.

Homme charmant, il dirige toutefois à sa manière, dans un style directif et autoritaire. «Il savait s'entourer de gens qui étaient d'accord avec lui, à l'exception, peut-être, de Gordon Blackie et de Jack McBrearty, qui, lui, s'occupait des finances. Edmond Auclair était un politicien dans le sens le plus large du terme», rappelle l'ex-maire Breton.

Le maire Auclair, bien qu'ayant de nombreux intérêts dans la municipalité, est aussi un homme généreux. Ses projets s'accommodent bien de son altruisme.

Une municipalité coupée en deux par le parc

Au début des années 60, c'est lui qui a l'idée de relier les deux parties de la municipalité, c'est-à-dire le parc, ou les «Flats», et les «Heights», autrement que par



Collection Robert Lestibvre

Une plage de sable longe le Richelleu au sud du pont ferroviaire. Longtemps, la population venait s'y divertir jusqu'à ce qu'on interdise la baignade à cause de la pollution.

le boulevard Richelieu. Il cède à la municipalité les terrains qui serviront à la construction de la rue Mountainview, entre les rues Helen et Prince-Albert. C'est aussi sur des terrains offerts par Edmond Auclair que sont construites l'école Mountainview (1960) et la piscine (1961).

Jusque-là, chacune des deux parties de la municipalité s'épanouit à sa façon. L'esprit de clocher règne et les clans sont bien identifiés. Durant l'été, on organise à la baie Missisquoi le fameux pique-nique avec toutes les compétitions de circonstance entre les gens des «Heights» et ceux des «Flats».

À cette époque, le quartier des «Heights», du côté nord-est du parc, ne dépasse guère la rue Copping. Avec la construction de la rue Mountainview, les loups qui rôdent aux alentours sont pris au piège, tirés ou chassés vers les Cantons de l'Est. Les rares renards qui visitent les poubelles sont remplacés par les mouffettes et les lièvres disparaissent.¹⁵

Outre quelques chalets et maisons de ferme, dont une très bien tenue au 461 Prince Edward, près de l'actuel hôtel de ville, on ne retrouve que quelques bungalows tout neufs autour du parc Helen, entre 1958 et 1961. C'est Apple Valley Construction, propriété d'Edmond Auclair, qui marque l'essor du secteur parmi les vergers. En 1961, la population d'Otterburn Park compte 2 627 personnes.

À l'heure où le développement domiciliaire va bon train dans les «Heights», les gens du «bas d'la ville» surnomment ce nouveau quartier «huppé», le «Mortgage Hill» ! On y vend de petits bungalows au prix faramineux de 15 000 \$! Au surplus, ces propriétés sont hypothéquées !!

À l'opposé, les résidents des «Flats» doivent supporter qu'on dise qu'ils habitent la «Starvation Valley» et reconnaître que leur quartier est plus modeste. Mais Tucker Town, un îlot de chalets et maisons construits dans le bas-fond par le propriétaire E. R. Tucker, entre le boulevard Richelieu et la rivière, a déjà eu une plus triste réputation. Les eaux de surface et d'égoût s'accumulaient sur ces terrains marécageux, causant des conditions insalubres. Au début des années 50, les autorités sanitaires s'en mêlent. La municipalité est forcée de construire un réseau d'égoûts.¹⁶

Annexion de territoire - 1959

Le 3 juillet 1959, lors d'une séance extraordinaire, le conseil municipal d'Otterburn Park reçoit une délégation de Mont-Saint-Hilaire et accepte d'étudier une demande d'annexion à son territoire de la part de 46 propriétaires, majoritairement domiciliés sur la rue Clifton demeurée dans la municipalité de Mont-Saint-Hilaire. Les propriétés dont il est question bordent la municipalité : au nord, de la rue Clifton à la ferme Comtois; au sud, jusqu'à la ferme Duclos, à la limite de la paroisse de Saint-Mathias. La superficie de la municipalité atteindrait ainsi 1 275 acres.

Dans leur requête au lieutenant-gouverneur, les signataires allèguent que les parties de territoire dont on demande l'annexion sont occupées par des citadins et sont susceptibles de se développer à un rythme plus rapide, comme à Otterburn Park, alors que le secteur de la montagne est surtout habité par des pomiculteurs. Parmi les motifs invoqués, on mentionne que «la municipalité d'Otterburn Park est en meilleure position pour fournir les services d'aqueduc, d'égoût, de pompier, de police ...»¹⁷ Les requérants veulent aussi profiter des terrains de jeux et des patinoires existant à Otterburn Park.

L'usine de filtration, gérée par la Commission d'aqueduc de la Vallée du Richelieu (CAVR), sera construite en 1960.¹⁸ Elle sera située sur un des territoires dont on demande l'annexion. Peu de temps avant, Edmond Auclair achète le terrain pour éviter toute spéculation autour de ce projet. Il le revend à la CAVR sans profit. Otterburn Park est copropriétaire de l'usine et la conduite principale traversera les deux territoires visés par la demande d'annexion. Leurs résidents comptent profiter du service au même tarif que leurs voisins d'Otterburn Park.

Les 46 signataires de la pétition représentent 85 % des 60 propriétaires. L'évaluation des 46 propriétés s'élève à 83 256 \$, c'est-à-dire 80 % de l'évaluation globale de 114 956 \$.¹⁹

La municipalité entreprend aussitôt les démarches pour faire autoriser cette annexion par Québec. La proclamation de l'annexion a lieu le 10 décembre 1959 et entre en vigueur le 1er janvier 1960.²⁰

Parallèlement, un nouveau secteur se développe sur le lot 106, ferme ayant appartenu à Paul Comtois. Maintenant divisé en plusieurs lots, on y ouvre deux nouvelles rues. Le 13 février 1961, la résolution 162 donne les noms Groseilliers et Comtois aux rues ouvertes sur les terres de ce dernier.

Curling

C'est à la même époque que se dessine le projet d'un club de curling à Otterburn Park. Durant le long hiver 1959-1960, des membres de la filiale Auclair n° 121 assis devant le foyer de la Légion canadienne, rue Connaught, cherchent des moyens de susciter l'intérêt de leurs confrères pour des activités de groupe. On a déjà essayé les tournois de bridge ou de fléchettes qui ne plaisent qu'à une minorité.

Enthousiaste à l'idée de doter la Légion d'une glace de curling, le président, Bert Tucker, appuie le projet qui démarre rapidement. En août 1960, un comité de travail de sept membres composé de Wilf Badger, Ross Blackshaw, Angus Ewart, Al Morris, «Pip» Ross, Charlie Wright et Eric King à titre de président, est mis sur pied.

Neuf membres de la Légion, dont plusieurs du comité, garantissent un prêt de 40 000 \$ pour la construction d'une annexe au local de la Légion. Les travaux débutent le 24 octobre 1960 et s'achèvent en janvier 1961. Au moment d'ouvrir la première saison, à l'automne suivant, le Otterburn Legion Memorial Curling Club est fondé et Eric King est élu premier président.

Avec les années, le club de curling d'Otterburn Park a acquis ses lettres de noblesse. Déjà, au moment des célébrations du centenaire de la confédération canadienne, en 1967, ses membres avaient fait leur marque en remportant trois compétitions à Montréal.²¹

Un premier édifice municipal - 1961

L'histoire d'Otterburn Park est intimement liée à la vie de François Leclerc, ce jeune homme de Beloeil qui, au début des années 30, devient vite le coupeur de glace le plus populaire de la région.

LISTE DES SECRÉTAIRES-TRÉSORIERIS DE LA PAROISSE DE SAINT-HILAIRE

Jacques-Narcisse Robitaille	1855 - 1860
Thimothé Pigeon	1860 - 1868
Joseph-Ananie Authier	1868 - 1899
Louis-Philippe Brodeur ¹	1899 - 1899
Joseph-Édouard-Martial Desrochers	1899 - 1949
Bernard Cormier	1949 - 1951
Lionel Gordon Cowan	1951 - 1953

LISTE DES SECRÉTAIRES-TRÉSORIERIS DE LA MUNICIPALITÉ D'OTTERBURN PARK

Lionel Gordon Cowan	1953 - 1954
William A. Wooley	1954 - 1966
Lionel Gordon Cowan	1966 - 1968
J.-Maurice Pouliot	1968 - 1969

LISTE DES SECRÉTAIRES-TRÉSORIERIS DE LA VILLE D'OTTERBURN PARK

J.-Maurice Pouliot	1969 - 1975
Lise Haché et Marcel Guertin ²	1976 - 1976
J.-Henri Pagé ³	1976 - 1995

¹ Louis-Philippe Brodeur est nommé assistant secrétaire-trésorier. Nous croyons que cette nomination découle du mauvais état de santé du notaire Authier. Ce dernier décède le 6 mai 1899, quelques mois après l'entrée en fonction du juge Brodeur, le 27 mars de la même année.

² Après la démission de Maurice Pouliot, on nomme Lise Haché greffière et Marcel Guertin trésorier pour un court intérim, en attendant le choix du futur secrétaire-trésorier.

³ Il est décédé le 27 février 1995 d'une courte maladie.

Comme nous l'avons noté précédemment, il sera le dernier coupeur de glace de la région, au moment de sa retraite du métier en 1956. En 1961, il vend sa glacière située au 151 Connaught, à la municipalité d'Otterburn Park qui en fait une caserne de pompiers et un garage municipal.

D'ailleurs, François Leclerc devient vite l'homme à tout faire dans la municipalité. Il assume, à lui tout seul, l'ensemble des travaux publics alors que ce service n'est qu'un embryon de ce qu'il deviendra.

Plusieurs se souviennent de ses bons services, de son grand cœur, de sa disponibilité. Quand un tuyau brise à trois heures du matin, on appelle monsieur

Leclerc. Il arrive dix minutes plus tard, toujours prêt à dépanner, toujours prêt à secourir.

L'année suivante, on installe un premier bureau municipal à l'arrière du même édifice. Les trois portes de l'ancienne glacière serviront aux trois services : les pompiers, le garage municipal, l'administration. Il faut attendre en 1968 toutefois, pour organiser un service de pompiers volontaires en bonne et due forme. Il est constitué de vingt-cinq volontaires répartis en deux équipes.

La bâtisse de la rue Connaught devient vite inadéquate. Le 28 avril 1967, la municipalité fait l'acquisition du bungalow où réside le directeur de police, Jacques Mondoux, et sa famille, au 472 Prince Edward. La maison est achetée d'Eric Lionel Christensen pour la somme de 16 250 \$. Il en coûte 80 \$ par mois pour loger l'hôtel de ville et le service de police²² dont les bureaux sont aménagés au sous-sol. Après le départ de la famille Mondoux, on y gardera une chambre à coucher pour le directeur de police pendant une dizaine d'années.

On réaménage l'édifice municipal de la rue Connaught de sorte que la caserne des pompiers et les travaux publics occupent chacun la moitié de l'espace jusqu'à la construction du garage municipal en 1982²³

Depuis sa création en 1966, le Service de police ne compte qu'un directeur à temps plein. Il est assisté de quelques auxiliaires. Il utilise sa propre voiture pour faire ses rondes et répond aux appels de chez lui. En 1968, on ajoute un policier à temps plein et, l'année suivante, Otterburn Park peut compter sur la présence de deux constables et d'un directeur de police à temps plein.

Embauché en 1969, le constable Réjean Fortier est le plus ancien policier en service aujourd'hui. «Dans ce temps-là, on avait une Dodge Station Wagon 66 et on faisait l'ambulance avec. On se rendait dans tous les grands hôpitaux de Montréal, à Saint-Hyacinthe et à Greenfield Park.»

C'est sur le terrain adossé à la caserne des pompiers, au 150 Prince-Arthur, que la ville construit le poste de police en 1987. Le service compte alors un chef et quatre policiers à temps plein. En 1994, il y en a cinq.

Un projet de fusion - 1964

Peu de traces demeurent d'un projet de fusion des trois municipalités d'Otterburn Park, de Mont-Saint-Hilaire et de Saint-Hilaire-sur-Richelieu qui surgit à l'automne 1964. Selon les quelques lettres retrouvées²⁴, il semble que l'idée serait venue de la municipalité de Mont-Saint-Hilaire. On demandait alors à chacun des conseils de mandater deux représentants à une rencontre.

Le 13 novembre 1965, le conseil de la ville de Saint-Hilaire-sur-Richelieu vote le règlement 208, abrogeant le règlement 207, l'autorisant à présenter une requête en fusionnement, conjointement avec la Corporation municipale de Mont Saint-Hilaire, pour créer la nouvelle municipalité de Ville de Mont-Saint-Hilaire, en vertu de la Loi de la fusion volontaire des municipalités.²⁵

C'est en 1966 que s'opèrent les changements qui n'affecteront en rien l'intégrité du territoire d'Otterburn Park. Le maire Edmond Auclair y est allé de ses consultations, le bruit a couru à travers la petite communauté d'à peine 3 000 âmes. On s'inquiète, on est jaloux de son identité, de l'intégrité du territoire, de l'autonomie. Il semble que l'administration municipale se soit vite retirée des discussions.

Conseiller municipal de 1962 à 1976, George Hug prétend qu'Edmond Auclair était plus progressif qu'on le pense généralement. «Je me souviens que les gens du parc et du bas des «Heights» étaient contre la fusion tandis que ceux des «Heights» étaient plutôt favorables. Edmond aurait voulu la fusion parce qu'il cherchait toujours à améliorer les services. Il avait même parlé de construire un petit centre commercial sur le chemin Ozias-Leduc. Mais la majorité voulait préserver la tranquillité des lieux.»

Le 10 janvier 1966, le conseil municipal décrète le règlement 182 permettant à Otterburn Park de se prévaloir des services de la cour municipale de la ville de Saint-Hilaire-sur-Richelieu, située au 133, rue Messier. Cette cour du district de Saint-Hyacinthe peut juger des infractions aux règlements municipaux moyennant des redevances de 25 % des amendes imposées, ainsi que le paiement des frais de la cour et des honoraires du juge.²⁶

Otterburn Park:

1969

une ville

L'année 1994 marque le 25^e anniversaire de la ville d'Otterburn Park. Otterburn obtient son statut de ville en 1969.¹ Les lettres patentes lui sont émises le 10 avril 1969. Le dernier recensement dénombre 3 622 personnes.

La requête du conseil municipal date du 14 novembre 1968. Le territoire faisant l'objet de la requête est le même qu'on connaît aujourd'hui. Otterburn Park est bornée au nord-est par les lots 104-55 et 54, P.104, P.103 et 210 de la ville de Mont-Saint-Hilaire, à peu près où est la rue Comtois aujourd'hui; au sud-est par le chemin Ozias-Leduc; au sud-ouest par la paroisse de Saint-Mathias; au nord-ouest par l'axe de la rivière Richelieu et le lot 457 (emprise du chemin de fer du CN).

Selon les vœux du conseil, la ville ne sera pas divisée en quartiers; plutôt, le siège de chacun des élus sera désigné par un numéro de un à six.

La demande d'incorporation se fait assez rapidement. La démarche débute le 21 mai 1968 par une lettre du secrétaire-trésorier J.-Maurice Pouliot (1968-1975) adressée à la Commission municipale du Québec. Au nom du conseil, monsieur Pouliot y demande des éclaircissements sur les avantages et les inconvénients d'être régi par la **Loi des Cités et Villes**.

Dans son rapport soumis le 10 juin au ministère des Affaires municipales, le secrétaire-trésorier trace le portrait de la municipalité en 17 points. On y

apprend qu'Otterburn Park s'étend sur un territoire de 1 314 acres dont 78 % sont occupés par des établissements de type résidentiel. La population y est estimée à 4 125 personnes, dont 1 021 sont propriétaires. L'évaluation imposable est de 8,6 millions \$. On y retrouve 24 milles de rues et chemins et 4 milles de trottoirs.

Par une résolution du 9 septembre 1968, le conseil municipal enclenche le processus qui transformera la municipalité d'Otterburn Park en ville. À une assemblée publique convoquée expressément le 4 novembre, aucun électeur présent ne demande que la résolution soit soumise à l'approbation de l'ensemble des propriétaires d'immeubles imposables de la municipalité.

Viaduc reconstruit

L'année 1972 met fin à une série d'incidents survenus au viaduc de la voie ferrée, entre Otterburn Park et Mont-Saint-Hilaire, au-dessus de la route 21 (boulevard Richelieu) qui deviendra plus tard la route 133 (chemin des Patriotes).

Les gouvernements fédéral et provincial ainsi que

les Chemins de fer nationaux du Canada annoncent l'élargissement du viaduc. Les travaux sont évalués à 500 000 \$ et ont lieu durant l'été 1972.

Déjà, en 1938, le conseil municipal de la paroisse de Saint-Hilaire s'était plaint au député fédéral de Chambly-Rouville, Vincent Dupuis, de la situation dangereuse à cet endroit

«...Cette même voie publique passant sous ce tunnel qui est très étroit et fait en zigzag offre un danger grave et constant pour la circulation, les personnes occupant un véhicule venant de l'est ne pouvant voir d'un côté de ce tunnel venir les véhicules du côté opposé et inversement.

Depuis l'existence de ce tunnel, on a maintes fois songé à remédier à ce grave état de chose, surtout à l'occasion de maints accidents dus à ce tunnel, ou encore à l'occasion d'un plus grand nombre d'accidents qui ont été évités presque miraculeusement...».²

Un référendum

L'été 1973 est ponctué d'échanges entre les villes de Mont-Saint-Hilaire et d'Otterburn Park pour la construction conjointe d'une patinoire intérieure sur le territoire de Mont-Saint-Hilaire.

Le projet est évalué à 850 000 \$ et l'investissement doit être partagé au prorata de la population de chacune des villes.

Le 20 février 1974, la Ville d'Otterburn Park émet un avis public convoquant les propriétaires à voter un règlement d'emprunt de 340 000 \$ à cette fin.³ Cette somme représente la part de 40 % qu'Otterburn Park devrait déboursier pour le terrain et la construction.

Le référendum a lieu le samedi 16 mars 1974. La population d'Otterburn Park rejette le règlement. On ne retrouve toutefois aucune trace des résultats dans le dossier consulté. L'exercice aura coûté 1 353 \$⁴

Nouvelle relève au conseil

Aux élections de 1973, l'équipe d'Edmond Auclair doit faire face à une opposition pour la première fois en plus de dix ans. Président d'élections au provincial,

le jeune avocat Michel Breton se présente comme conseiller avec l'idée d'un peu changer les choses. «Évidemment, nous nous sommes fait battre à plate couture», se souvient M^e Breton.

En 1976, M^e Breton reçoit un appel du maire Auclair l'invitant à combler un poste devenu vacant au sein du conseil. «Le maire m'avait dit : J'ai parlé aux autres membres du conseil et on est d'accord.» À l'époque, on pouvait combler un poste vacant par simple résolution du conseil. Ce qui fut fait.

Avec l'élection de 1977, Otterburn Park entame une nouvelle page de son histoire. Edmond Auclair ainsi que les conseillers Georges Duclos et Jack McBrearty quittent la politique. George Hug a accepté un transfert en Ontario. Aucun des trois autres conseillers ne s'intéresse au poste de maire. Michel Breton est élu sans opposition. Le conseil municipal d'Otterburn Park est majoritairement francophone pour la première fois.

Ainsi, Edmond Auclair prit sa retraite après avoir mené les destinées d'Otterburn Park pendant près de 25 ans. Élu conseiller en 1948, puis maire de la municipalité de 1953 à 1977, il quitta la vie publique à tout près de 70 ans. Le petit village estival de sa jeunesse s'est transformé peu à peu en banlieue au cours des 15 dernières années. Il laisse à d'autres le soin de moderniser sa ville.

La fusion toujours à la mode

En 1974, on lance un nouveau projet de fusion. Cette fois, les quatre villes de Beloeil, McMasterville, Mont-Saint-Hilaire et Otterburn Park examinent la pertinence de fusionner certains services.

Les pourparlers durent un an. De quatre ou cinq qu'ils étaient au début, les représentants des quatre villes sont une vingtaine lorsque les discussions achoppent. Il a été question de fusionner les services de police de Mont-Saint-Hilaire et d'Otterburn Park mais les maires Honorius Charbonneau et Edmond Auclair ne s'entendent pas. Ces deux fortes personnalités estiment n'avoir rien à gagner d'une fusion de leurs municipalités. La mise en commun d'équipements et de services serait-elle profitable à l'une et à l'autre municipalité ?

LES ÉGLISES

Les catholiques

Avant 1915, francophones et anglophones catholiques de la paroisse de Saint-Hilaire fréquentent l'église située au village, ou encore l'Académie Jeannotte de Beloeil. Le 3 août 1919, on célèbre la première messe dans l'école catholique située à l'intersection du Chemin Principal et du chemin de la Traverse (Connaught). Il s'agit en quelque sorte de l'inauguration de la desserte, en attendant la construction de la chapelle Notre-Dame-du-Bon-Conseil, au 970 Chemin Principal (des Patriotes), au coin de la rue Gervais. Le desservant est le curé Joseph Barré de Saint-Hilaire.

Le 15 août 1919, l'évêché de Saint-Hyacinthe approuve la fondation de la desserte réclamée le 13 juillet par les paroissiens du parc. La messe dominicale n'est d'abord célébrée qu'entre les mois de mai et octobre, à cause du nombre important des estivants. À partir de 1937, la population a suffisamment augmenté pour permettre à la desserte d'ouvrir ses portes à l'année. L'hiver, on chauffe le poêle avec le bois fourni par les paroissiens.

À partir du 18 juillet 1956, l'abbé Jean-Paul Chainey est le premier desservant résidant à Notre-Dame-du-Bon-Conseil. Lui et son successeur habitent chez les paroissiens en attendant la construction du presbytère en 1958. C'est l'abbé Albany Côté (1958-1970) qui fera construire la résidence derrière l'église. Lui succèdent : Léon Racine (1970-1983) ; Charles Saint-Jean (1983-1984) ; André-F. Vincent (1984-1985) et enfin, Jean-Gilles Rodier, depuis 1985.

En 1994, la desserte Notre-Dame-du-Bon-Conseil célébrait son 75^e anniversaire.

Les protestants

Le premier service religieux de la communauté protestante du parc Otterburn est tenu en 1915, sous une tente, sur la propriété d'Alex Murray, Chemin Principal. Trente-deux fidèles y assistent. La tente, les chaises et un petit orgue ont été transportés en bateau à rames depuis Beloeil.

La première église protestante est érigée en 1919-1920 sur la rue Prince-Albert, près du Chemin Principal. Il s'agit de la Union Church. Jusque-là, l'école du dimanche, «Sunday School» a lieu dans une maison privée. Comme ce fut le cas pour la desserte, il faut attendre les années 30 pour que l'église soit ouverte toute l'année. Après l'inauguration de l'Église unie du Canada en février 1964, sur la rue Mountainview, la chapelle originale est transformée en salon funéraire.

Les anglicans

En raison de son petit nombre, la communauté anglicane partage la Union Church avec les protestants «United Church» durant la première moitié du siècle. En 1958, cette communauté forme sa propre congrégation avec les anglicans de Beloeil, McMasterville et Saint-Hilaire.

Elle tient d'abord ses services à la Légion canadienne de la rue Connaught. En 1960, la veille de Noël, la nouvelle congrégation assiste à l'inauguration de la St. Martin's Anglican Church, à l'angle des rues Mountainview et Clifton.

Les deux villes se sont développées selon des concepts différents, chacune à son rythme. Mont-Saint-Hilaire a attiré commerces et industries tandis qu'Otterburn Park a poursuivi sa vocation résidentielle. La question d'une fusion demeure néanmoins toujours d'actualité.

Réorganisation municipale

Sous le maire Michel Breton (1977-1982)⁵, la ville entreprend la réfection de la bâtisse du Club de

canotage, véritable trésor de notre patrimoine. Depuis 1965, la ville est propriétaire du chalet situé sur la rive du Richelieu, au bas de la rue Oxford, et des réparations majeures s'imposent.

Pendant les cinq années de Michel Breton à la mairie, la population augmente de 400 à 500 personnes. La construction du secteur «Heights» est presque complétée. On bâtit sur les terrains restés vacants entre les deux parties de la ville.⁶

Le Service de police se développe. Ses effectifs

**ÉVOLUTION DE LA POPULATION RURALE ET URBAINE DE SAINT-HILAIRE
1871-1991**

Années	Saint-Hilaire-de-Rouville ¹	Saint-Hilaire village ²	Mont-Saint-Hilaire ³
1871	1,953		
1881	1,383		
1891	1,251		
1901	1,275		
1911	1,309		
1921	802	522	
1931	873	701	
1941	1,433	686	
1951	1,085	1,436	927

Année	Otterburn Park ⁴		
1961	2,627	2,911	1,096

Années	Otterburn Park	Ville de Mont-Saint-Hilaire ⁵
1971	3,510	5,760
1981	4,270	10,060
1991	6,045	12,340

¹ 1855-07-01 Création de la municipalité de paroisse de Saint-Hilaire
² 1912-07-13 Création de la municipalité de village de Saint-Hilaire
³ 1949-12-17 Création de la municipalité de Mont-Saint-Hilaire
⁴ 1953-01-31 La municipalité de paroisse de Saint-Hilaire change de nom en municipalité d'Otterburn Park
⁵ 1966-03-18 La ville de Saint-Hilaire-sur-Richelieu et la municipalité de Mont-Saint-Hilaire fusionnent sous le vocable de ville de Mont-Saint-Hilaire.

doublent mais les bureaux sont toujours au sous-sol de l'hôtel de ville. On songe à construire un édifice regroupant tous les services. Mais un tel projet dépasse la capacité de payer des contribuables. En 1982, on décide de construire un garage municipal sur la rue Bellevue et d'y aménager les bureaux des travaux publics.

Régionalisation

Au milieu des années 70, on se détourne petit à petit des problèmes exclusivement municipaux pour envisager l'organisation régionale. Otterburn Park participe à la mise sur pied de la municipalité régionale de comté (mrc) de la Vallée du Richelieu. La ville fait partie des discussions entamées avec Québec pour la création d'une commission intermunicipale de trans-

port. L'usine de filtration d'eau potable est agrandie et la corporation se développe.

Depuis 1968, la Commission d'aqueduc de la Vallée du Richelieu (CAVR) a cédé la place à une nouvelle corporation, le Comité intermunicipal d'aqueduc de la Vallée du Richelieu (CIAVR), géré par les quatre villes de Beloeil, McMasterville, Mont-Saint-Hilaire et Otterburn Park. En 1978-1979, on procède au dernier agrandissement majeur de l'usine pour doubler sa capacité de production. Le CIAVR est présidé tour à tour par l'un des quatre maires.

Clientèle du CIAVR, la ville de Saint-Basile tient à être représentée au sein du conseil d'administration. On en fait la demande auprès des autorités gouvernementales à Québec. Dès 1983-1984, le comité intermunicipal inclura Saint-Basile et les autres muni-



La Ville d'Otterburn Park a procédé à plusieurs aménagements de la halte routière située sur le chemin des Patriotes, depuis qu'elle en est devenue propriétaire en 1988. Les bancs offrent une vue imprenable sur le Richelieu.

cipalités clientes au nombre de ses administrateurs. Renommée Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu (RIAVR), la corporation compte aujourd'hui une douzaine d'organismes participants.

Un logo distinctif - 1980

Le 10 mars 1980, la ville se dote d'un logo. Choisi parmi cinq projets soumis au conseil municipal, le logo est l'oeuvre d'un citoyen, Slawek Gorecki, demeurant au 122, rue Hillside.

Dans un cercle symbolisant les cycles de croissance de la nature et du genre humain, on retrouve trois éléments organiques : le ciel, la flore et l'eau. La pomme et la feuille d'érable y figurent puisque pommiers et érables sont représentatifs d'Otterburn Park. L'eau, source de vie et de loisirs, est un autre élément naturel particulièrement présent dans notre ville. La

branche se métamorphose en profil du mont Saint-Hilaire.

Six couleurs s'harmonisent pour créer un ensemble visuel distinctif : le noir pour le cercle, la branche et les flots; le bleu pour l'eau et le ciel; le vert pour les feuilles de pommier et d'érable; le blanc pour la montagne; le rouge, bien sûr, pour la pomme; un petit point jaune, le soleil, jette une touche finale.

Modernisation

La décennie 1980 marque le début de la modernisation d'Otterburn Park. C'est sous l'administration du maire Marcel Lacoste (1982-1989), par exemple, qu'Otterburn Park s'informatise. On repave plusieurs kilomètres de rues en très mauvais état.

L'année avant son élection à la mairie, Marcel Lacoste met de l'avant l'achat d'un local pour la

bibliothèque, face au pavillon II de l'école Notre-Dame, au 545, chemin des Patriotes. On fait l'achat de l'entrepôt de Théo Auclair pour la somme de 76 000 \$ payable sur 10 ans, au taux d'intérêt fixé par le ministère des Affaires municipales, transaction fort avantageuse pour la ville.

Marcel Lacoste rappelle les circonstances. «J'ai été conseiller un an avant de remplacer Michel Breton. À ce moment-là, la bibliothèque francophone était installée temporairement dans une roulotte, sur les terrains de la piscine, rue Mountainview. En hiver, les bénévoles allaient y travailler en bottes de ski-doo tellement c'était difficile à chauffer.»

La bibliothèque anglophone a pignon sur rue au chaud, dans les locaux de la piscine. La majorité de la population étant de langue anglaise, le besoin de livres en français se fait sentir plus tardivement.

Dès 1963-1964, Barbara Green⁷, récemment arrivée d'Angleterre avec sa famille, favorise l'émergence d'une bibliothèque. Avec quelques amies, elle réussit à amasser un millier de livres et organise un système de prêt. Les premières années, les volumes sont entassés dans le salon de la résidence familiale. Après plusieurs interventions auprès du conseil municipal, Barbara Green obtient du maire Edmond Auclair un premier local dans l'édifice de la piscine et une subvention de 200 \$.

Puis on loge la bibliothèque francophone dans la roulotte qui sert déjà de bibliothèque aux enfants, avant d'aménager le nouveau local en 1983. Aujourd'hui, la bibliothèque municipale compte des milliers de livres dans les deux langues et jouit d'une subvention annuelle de 4 000 \$, dont plus de la moitié sert à l'achat de livres en français.⁸

C'est sous l'administration Lacoste qu'on créera un comité d'urbanisme et un comité de circulation pour planifier l'expansion rapide de la municipalité. Entre 1982 et 1986, la population d'Otterburn Park passe de 4 260 à 5 600 personnes.

Avec la construction du poste de police, en 1987, les employés de l'hôtel de ville et les policiers ne partageront plus les mêmes locaux. Ayant plus d'espace, on peut moderniser les installations.

Jusqu'alors, loisirs et sports ont été organisés et gérés par des bénévoles membres de l'Association sportive et culturelle d'Otterburn (ASCO), fondée et présidée par Marcel Lacoste pendant plusieurs années. C'est sous sa gouverne que la municipalité prend la relève, dû à la difficulté de recruter des bénévoles en nombre suffisant.

Boum domiciliaire

À l'élection générale de 1985, le maire Lacoste joint un urbaniste à son équipe. La venue de Pierre Beauregard n'est pas étrangère à la poussée de constructions multifamiliales des dernières années. Le développement domiciliaire vient au premier rang des priorités à partir de 1988. On compte mettre en chantier plus de 400 unités de logement en trois ans. Dès lors, le nombre des terrains vacants diminue rapidement.

Les revenus d'Otterburn Park proviennent surtout des taxes foncières résidentielles. Sur des revenus annuels de 2 millions \$, la ville ne perçoit que 2 000 \$ en taxes d'affaires à ce moment-là.⁹ La municipalité doit compter sur le développement domiciliaire pour assurer sa croissance. On innove sur deux plans : on encourage le logement multifamilial et on invite les promoteurs à installer eux-mêmes les infrastructures. Cette solution est moins coûteuse et évite à la municipalité d'imposer des taxes spéciales. Leur coût est inclus au prix de vente des immeubles.

En 1989, Pierre Beauregard accède à la mairie. Marcel Lacoste, après avoir donné son essor à une petite ville en pleine évolution¹⁰, quitte la vie publique après avoir annoncé son intention de se retirer après deux mandats de quatre ans.

Le mandat de Pierre Beauregard (1989-1993) est agité. Son style de gestion est contesté par deux conseillers élus sous la bannière verte : Paul-André Desbiens et Daniel Meilleur. Les séances du conseil prennent rapidement l'allure de règlements de compte et les déclarations à l'emporte-pièce font souvent la manchette de l'hebdomadaire local.

Le malaise est cause du départ successif de deux conseillers au même siège, en 1990 et 1991. Lors

d'une élection partielle le 12 avril 1992, Andrée Garon fait un retour remarqué en politique municipale. Elle avait été conseillère sous le maire Breton en 1981 et 1982, ainsi que sous le maire Lacoste de 1982 à 1985.

Entre-temps, le nouveau développement domiciliaire ne va pas sans heurts. Des citoyens s'opposent au zonage faisant passer certains secteurs de l'unifamilial au multifamilial. On ne veut pas voir de grosses constructions dans sa cour.

Des militants écologistes de l'Association des citoyennes et citoyens d'Otterburn Park pour un environnement sain (ACCOPE) s'insurgent contre la construction de maisons unifamiliales sur des terrains de 5 000 pieds carrés dans un boisé voisin du verger Tétreault et du Centre de réhabilitation des oiseaux blessés de la Montérégie. Forte de l'appui de 1 435 signataires, l'Association dépose un mémoire concernant le plan d'urbanisme et ses règlements, le 6 juin 1991. La démarche vise à protéger le plus grand nombre d'arbres possible et à exiger que la ville oblige les promoteurs à prévoir des espaces verts dans tout nouveau développement.¹¹

L'ACCOPE et son porte-parole, Gilles Caron, soumettent au conseil municipal un projet de règlement pour le contrôle des pesticides. Après quelques modifications, le règlement est entériné par voie de résolution. Durant la belle saison, l'association organise des activités de sensibilisation à l'environnement et mène une action positive dans la communauté pour encourager le recours à des méthodes d'entretien paysager plus écologiques.

L'ACCOPE a été fondée en janvier 1990. En novembre 1994, ses membres conviennent de se joindre à Nature-Action de Beloeil pour agir régionalement.

Esprit communautaire

Bien que la majorité de sa population gagne sa vie à l'extérieur de la ville, Otterburn Park manifeste un remarquable esprit communautaire depuis des décennies. Signe d'une autre époque, deux organismes ayant été au centre de la vie communautaire locale

sont disparus récemment.

Constituée le 11 juin 1964, l'Association athlétique d'Otterburn Park connaît ses premiers balbutiements dès 1962 avec une série de rencontres des membres fondateurs et une première assemblée générale en octobre 1963.

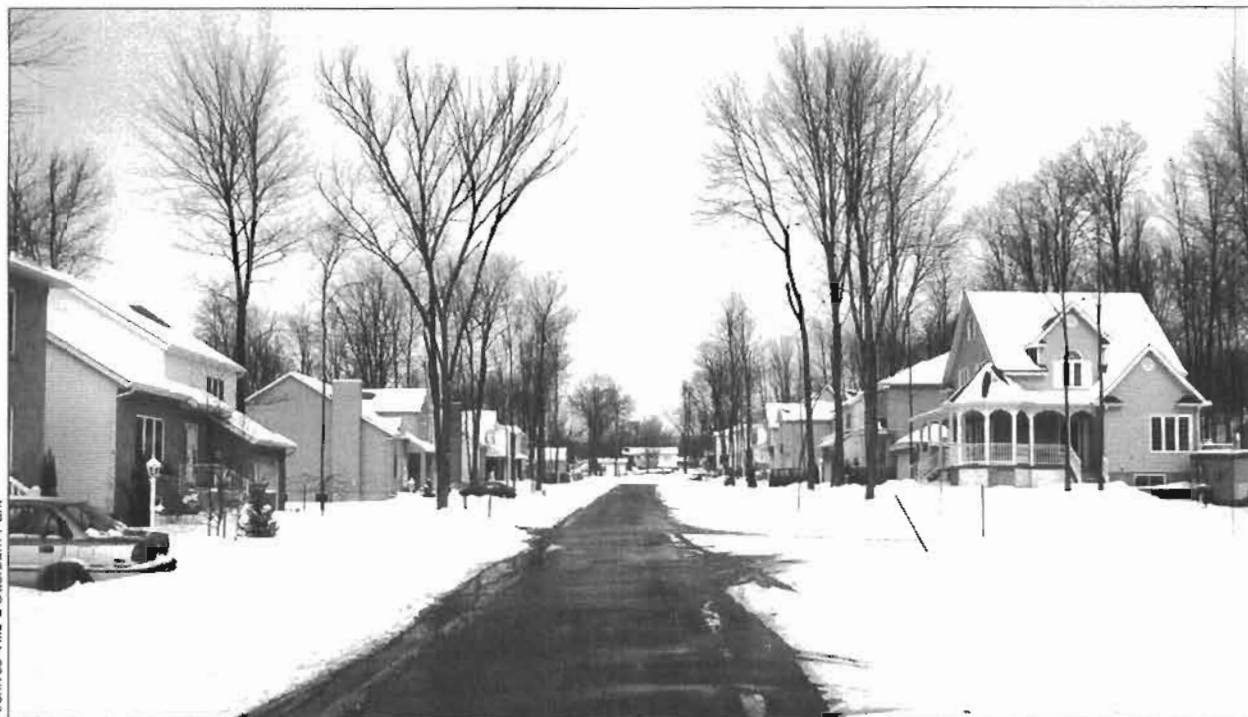
Les buts de l'organisme connu sous le nom OAA (Otterburn Athletic Association) sont de promouvoir les sports et autres activités récréatives dans la communauté, d'encourager l'esprit de camaraderie chez les jeunes et de susciter l'implication des parents dans des activités destinées à leurs enfants.

À l'hiver 1962-1963, l'OAA organise un premier tournoi de hockey auquel participent six équipes de calibre moustique. Les besoins sont évidents. Des bénévoles établissent des horaires d'utilisation des deux patinoires, l'une dans Otterburn Park et l'autre dans Otterburn Heights.

À l'été 1963, 116 enfants s'inscrivent aux activités saisonnières : athlétisme, soccer, football. L'équipe locale, les «Otterburn Redskins», se démarque rapidement dans les échanges régionaux. En 1968, deux jeunes Otterburnois, Brian Quick et Allen Hall, suivent même le camp d'entraînement des Alouettes de Montréal. On les reconnaît sur une photo de groupe publiée à la une du cahier des sports du quotidien «The Gazette», le 21 mai 1968.

Pendant plusieurs années, l'Association réclame une cotisation de 1 \$ par famille par année. Il va sans dire que les bénévoles doivent faire preuve d'une grande imagination et multiplier les efforts pour compléter le financement de l'organisme : danses, dégustations de vins et fromages, bingos, gaz-o-thon, parties de sucre, lave-autos, ventes de pâtisseries sont au menu des activités de financement. L'OAA reçoit aussi un support financier de la ville.

En octobre 1981, l'Association athlétique d'Otterburn Park change de nom pour fonctionner sous l'appellation Association sportive et culturelle d'Otterburn (ASCO). L'Association a toujours pour but de promouvoir, organiser et diriger des sports amateurs et des activités récréatives pour les jeunes de la ville.¹² Elle est le principal intervenant auprès de la municipa-



Un quartier récent, connu sous le nom « Les Hauts-Bois». Vue de la rue des Cèdres à l'hiver 1994-1995.

lité et sert de lien entre l'administration municipale et les divers organismes qui se sont développés au cours des ans (natation, hockey, baseball, sports d'hiver, carnaval, etc.) et qui lui confient leurs budgets.

Membre fondateur et premier président, Marcel Lacoste résume ainsi les objectifs de l'ASCO : «Lorsque les besoins et les organismes se sont développés, nous avons voulu prendre avantage des subventions de la municipalité, tant pour le sport que pour la culture, en s'organisant puis en redistribuant les argent. C'était plus facile pour nous de le faire, connaissant les besoins de chaque organisme, et ça facilitait les échanges avec la municipalité d'avoir un seul interlocuteur. Ainsi, les organismes nous soumettaient leur budget, nous en faisons l'analyse et l'évaluation. Nous soumettions ensuite un budget commun au conseil pour une demande de subvention.»

En 1981, le maire Michel Breton avait évalué à 50 000 \$ par année le coût de fonctionnement d'un

service des loisirs, rôle qu'assumaient, en somme, les dizaines de bénévoles regroupés autour de l'ASCO.

Dans une lettre adressée aux membres du conseil municipal le 20 octobre 1987, l'Association déclare qu'elle met fin à ses activités à cause du manque d'intérêt de la population et remet à la ville les fonds restants, soit un montant de 988,16 \$. L'ASCO est dissoute le 8 janvier 1991¹³ après 30 années d'intense bénévolat de la part de dizaines de parents qui ont contribué à développer, auprès des jeunes, l'esprit d'équipe et de saine compétition.¹⁴

Par ailleurs, Otterburn Park a son Club Optimiste de 1976 à 1994. Voué, comme tous ses semblables, à venir en aide à la jeunesse, aux enfants nécessiteux et aux délinquants juvéniles, le Club s'intéresse à de multiples activités durant presque vingt ans. Son appui et sa participation à de nombreux événements ont toujours été reconnus par les bénéficiaires.

Récemment, l'organisme ne comptait plus qu'une

vingtaine de membres parmi lesquels les jeunes se faisaient rares. La relève manquait. Selon le conseiller Dollard Pichette, un des fondateurs du Club et président durant de nombreuses années, la disparition du club créera un vide dans la communauté. À preuve, les 18 340 \$ que le club Optimiste a distribué à 14 organismes d'Otterburn Park lors de sa dissolution, en novembre 1994.

La langue

La langue prédominante de la population d'Otterburn Park a changé au cours des décennies. Comparée à la population de Saint-Hilaire, au début du siècle, la communauté anglophone ne constituait qu'un groupuscule. Les premiers recensements à faire état de la langue remontent à 1971. Les anglophones comptaient alors pour 65 % mais autrefois, en 1960, ils atteignaient 85 %.

Depuis lors, la situation s'est inversée; la vieille communauté anglophone s'est peu à peu éteinte et plusieurs ont décidé, pour diverses raisons, de quitter la région. En 1988, la ville recensait 78 % de francophones contre 22 % d'anglophones.¹⁵

Les nouveaux arrivants, pour la majorité francophones, ont acheté les maisons laissées par les premières familles ou sont venus grossir la population d'Otterburn Park dans les secteurs nouvellement construits.

Il serait naïf de laisser croire que les deux communautés d'Otterburn Park ont toujours cohabité dans une parfaite harmonie. Les différences de culture et de mentalité ont eu l'heur d'exacerber les susceptibilités, à l'époque de la cohabitation à l'école Notre-Dame, par exemple. Et qui n'a pas entendu parler d'une bataille de rue ou n'a pas eu un fils impliqué dans une querelle du genre?

Mais la plupart du temps, anglophones et francophones ont réussi à se voisiner, à se rencontrer et à s'impliquer dans les mêmes organismes, dans les mêmes activités. Au fil des siècles, génération après génération, des hommes et des femmes de langue maternelle différente se sont aimés et ont formé de nombreux couples. Les Campbell, Forand, Auclair

sont de ceux-là. Et bien d'autres aussi.

Consolidation

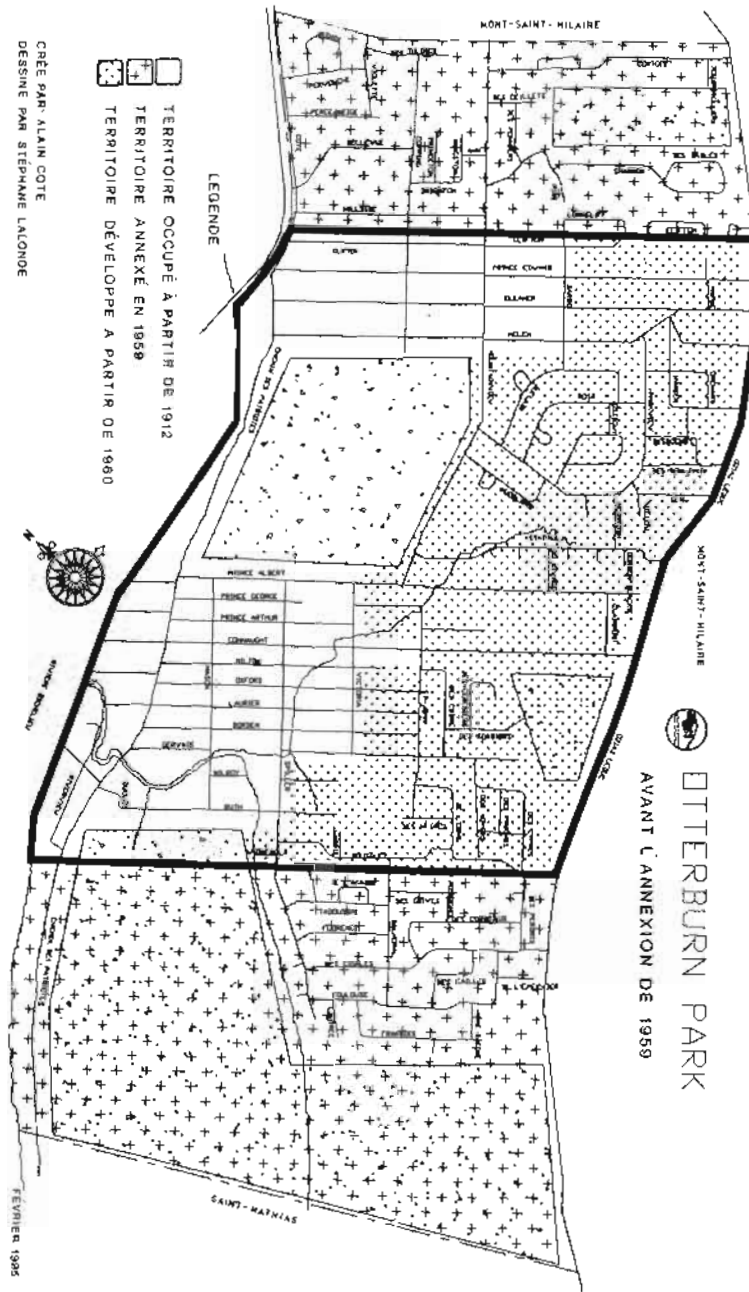
L'élection générale du 7 novembre 1993 met en présence deux équipes : celle du maire sortant, Pierre Beauregard, et celle d'Andrée Garon, la première femme à briguer le poste de maire dans toute l'histoire d'Otterburn Park. Elle recrute trois nouvelles figures pour combler les sièges laissés vacants par les départs de Paul-André Desbiens et Daniel Meilleur, ainsi que son propre siège. Il s'agit de Guy Dubé, Louis Gagnon et Pierre Isabel. Les conseillers Jacques Bélanger, Mario Côté et Dollard Pichette se joignent à l'équipe. De son côté, le maire sortant doit réunir une nouvelle équipe complète.

Sous la bannière «Action Otterburn», Andrée Garon et son équipe remportent l'élection.

Otterburn Park n'a jamais tenté d'attirer de grosses entreprises ou des industries. Non plus de réserver une partie du territoire à un parc industriel. Sans en faire une politique officielle, cette façon d'envisager le développement de la ville était connue. On a toujours favorisé l'utilisation de la zone blanche à des fins résidentielles, tout en sachant qu'elle serait rapidement développée. Aujourd'hui, le territoire est occupé à près de 70 %.

En pleine maturité, son développement presque terminé, Otterburn Park doit maintenant consolider ses acquis. Savoir répondre aux besoins spécifiques d'une population plus jeune, mieux scolarisée et plus à l'aise¹⁶ est un défi intéressant à relever pour les prochaines années. Parallèlement, la fusion avec Mont-Saint-Hilaire fera l'objet d'une étude et d'une analyse auxquelles se sont engagés les membres du conseil.

Le mont Saint-Hilaire, la rivière Richelieu, les vergers, les arbres, les espaces verts, les rues tranquilles font d'Otterburn Park un endroit recherché où il fait bon vivre. Sa population y apprécie une qualité de vie qui, encore en 1995, en fait une banlieue «pas comme les autres», avec un air de campagne en ville, ce qui fait la fierté des Otterburnois et Otterburnoises.¹⁷



Notes

Chapitre I

La région avant l'arrivée des Blancs

- ¹ Lambert, Pierre, *Les Origines de Beloeil*, Éditions du Méridien, Collection «Histoire urbaine», Montréal, 1991, p.10.
- ² Des recherches effectuées par Georgiana Webster, résidente d'Otterburn Park, décembre 1971. Elle écrit qu'un barbier local, A. Dupuis, ayant eu pignon sur rue au 829 Richelieu, a découvert ce fait dans les actes notariés de la propriété. Madame Webster affirme aussi que la famille Campbell possédait des croquis montrant des Indiens campant dans le parc devenu Les Bosquets. Il n'y a pas si longtemps, on fréquentait le «Barney's Snack Bar» à la même adresse. Voir également le cahier d'histoire n° 1 de la Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire, février 1980.
- ³ Cardinal, Armand, *Histoire de Saint-Hilaire, Les Seigneurs de Rouville*, Les Éditions du Jour, Montréal, 1980, p. 17.
- ⁴ *op. cit.*, p.31.

Chapitre II

La période seigneuriale

- ¹ Lambert, Pierre, *Les Origines de Beloeil*, Éditions du Méridien, Collection Histoire urbaine, Montréal, 1991, p.14.
- ² Cardinal, Armand, *Histoire de Saint-Hilaire, Les Seigneurs de Rouville*, Les Éditions du Jour, Montréal, 1980, p.37.

³ *Ibid.*, p.45.

⁴ *Ibid.*, p.42.

⁵ *Ibid.*, p.54.

⁶ *Ibid.*, p.55.

⁷ Gadbois, Pierre, *Les deux manoirs du seigneur de Rouville*, Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire, Cahier n° 30, 1989, p.8.

⁸ *op. cit.*, p.62.

⁹ *Tour of Homes and Churches*, United Church Women, Church of Otterburn Park, 1965.

¹⁰ Cardinal, Armand, *Histoire de Saint-Hilaire, Les Seigneurs de Rouville*, Les Éditions du Jour, Montréal, 1980, p.64.

¹¹ *Ibid.*, p.58.

¹² Cardinal, Armand, *Les Fondateurs de Saint-Hilaire*, Éditions Mille Roches, Saint-Jean-sur-Richelieu, 1983, p.34.

¹³ *Ibid.*, pp.63,65,72.

¹⁴ *Ibid.*, p.107.

¹⁵ *Ibid.*, p.108.

¹⁶ Campbell, Bruce, *Biographie du Major T.E. Campbell, C.B. de St. Hilaire*, imprimé par John Lovell, Montréal, 1873, pp.6-7.

¹⁷ *op. cit.*, pp.9-17.

¹⁸ Pour plus de détails sur l'histoire du manoir Rouville-Campbell, consulter l'ouvrage d'Armand Cardinal, *op. cit.*

Chapitre III

Le parc

- ¹ Pour en savoir plus sur sir Joseph Hickson, lire Peter Baskerville dans le *Dictionnaire biographique du Canada*, volume XII, de 1891 à 1900, Les Presses de l'Université Laval, pp.470-474.
- ² Dans les procès-verbaux, il est question d'une plate-forme et non d'un arrêt. L'arrêt sera accordé vers 1885, quelque temps après l'inauguration du parc Otterburn. En 1919, on demande un abri.
- ³ Cardinal, Armand, *Naissance de Saint-Hilaire*, Les cahiers d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire, (première partie) n° 9, octobre 1982, p. 36.
- ⁴ *La Minerve*, publiée à Montréal par la Compagnie d'imprimerie de La Minerve. Joseph Tassé, directeur, éditions du 3 juillet, du 15 juillet, du 11 août, du 18 août 1885.
- ⁵ Auclair, Maurice, *Le quat MacFarlane, à Saint-Hilaire*, Les cahiers d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire, n° 11, juin 1983, p.26.
- ⁶ Pour en savoir plus sur cet épisode pittoresque, consulter Lambert, Pierre, *Les Coupeurs de glace*, Les cahiers d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire, cahier n° 3, octobre 1980, pp.27-39.
- ⁷ GOQ, volume 44, p.1469.
- ⁸ Cardinal, Armand, *Naissance de Saint-Hilaire*, Les cahiers d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire, n° 10, février 1983, p.8.

Chapitre IV

La desserte

- ¹ Pour en savoir plus long sur le sujet, consulter Saint-Jean, Charles, Les cahiers d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire, cahier n° 34, février 1991, pp. 14-34.
- ² Le terrain sur lequel est érigée la première école d'Otterburn Park est acquis par les commissaires auprès de monsieur Daniel Pinsonneault, devant le notaire J.-E.-M. Desrochers, le 27 janvier 1900. Elle a eu un deuxième étage et a servi jusqu'à l'ouverture de l'école Notre-Dame en 1954.
- ³ Bulletin de la desserte Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Otterburn Park, volume XIII, n° 29, 12 juillet 1970.

- ⁴ Il semble que le premier à obtenir le permis d'opérer une traverse pour les gens du parc ait été Edmond Jacques, le 4 mars 1918. Edmond Ivart, de Saint-Hilaire, lui aurait succédé le 7 juin 1920.
- ⁵ Archives Ville d'Otterburn Park, Règlement n° 53 de la municipalité de la paroisse de Mont-Saint-Hilaire, 21 septembre 1917.
- ⁶ Acte de vente n° 2136 entre «Otterburn Boating Club Corporation» et «The Corporation of Otterburn Park», le 7 décembre 1965 devant le notaire Edmond Chagnon de Saint-Hilaire
- ⁷ Extrait du procès-verbal de la paroisse de Saint-Hilaire, le 15 juin 1921.
- ⁸ Archives Ville d'Otterburn Park, Contrat entre «Southern Canada Power Co. Limited» et Paroisse de Saint-Hilaire pour services d'électricité, en vigueur du 3 octobre 1927 au 3 octobre 1937.
- ⁹ C'est Joseph-Philippe Dupuis qui fournira le bois nécessaire à la construction de l'église au mois de juillet 1919. Il sera marguillier de 1920 à 1922
- ¹⁰ En 1981, Eric Emery, dont la famille a été la première des estivants à résider à Otterburn de façon permanente en 1922, raconte le «Big Blow» de 1930 quand, dans sa course vers la montagne, un vent du nord-ouest a balayé tout ce qu'il pouvait soulever sur son passage, emportant bécoses et vérandas, endommageant plusieurs chalets et déracinant une vingtaine d'arbres de 60 à 80 cm de diamètre, sur le chemin des Patriotes.

Le même événement est relaté dans *Otterburn Old Timers Reunion, 1867-1967*, Otterburn Park, août 1967, 20 pages.

- ¹¹ Le débordement de la rivière Richelieu de 1936 est considéré comme étant le plus désastreux jamais survenu.
- ¹² Webster, Georgiana, Les cahiers d'histoire de la Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire, cahier n° 1, février 1980, pp.12-18.
- ¹³ Archives Ville d'Otterburn Park, règlement n° 60 de la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire, 5 juillet 1920.
- ¹⁴ Côté, Alain, *Les Bacs*, article publié dans le bulletin municipal Info Otterburn Park, volume 6, n° 3, août 1994, p.3.
- ¹⁵ Archives Ville d'Otterburn Park, règlement n° 114, Municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire, 3 mars 1941.

¹⁶ Le «Otterburn Recreation Club» était né d'une scission des administrateurs du Club de canotage au début des années 30.

Programme-souvenir du Club de canotage à l'occasion du Championnat canadien de régates, les 7-8-9 août 1970.

Chapitre V

Une municipalité distincte

¹ La plupart des chalets de «Tucker Town», érigés autour de Pointe-Valaine, seront la proie des flammes au milieu des années 50 et ne seront jamais reconstruits.

² Correspondance datée de février, mars, avril et mai 1947 entre L.W. West, secrétaire de la «Otterburn Community Association», le secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire, Joseph-Édouard-Martial Desrochers, ainsi qu'avec le maire Léopold Boissy.

³ Archives de la paroisse de Saint-Hilaire, procès-verbal du 1er avril 1947.

⁴ Archives de la paroisse de Saint-Hilaire, procès-verbal du 28 mai 1947.

⁵ Frenette, Gérard, Dion & Frenette, Ingénieurs Conseils, *Description technique d'une partie de la paroisse de St-Hilaire, Comté de Rouville, Province de Québec, McMasterville*, le 6 octobre 1949.

Ephrem Cardinal a raconté qu'aux élections de la paroisse de Saint-Hilaire, en 1949, Jean-Luc Cardinal, un résidant de la montagne, aurait fait la lutte au maire Léopold Boissy. Dans le but de conserver son poste, ce dernier aurait promis des contrats à certaines personnes influentes dont Edmond Auclair. Ayant perdu ses élections, Jean-Luc Cardinal aurait été à la tête du mouvement en faveur de la division de la paroisse en deux entités distinctes : la montagne et la plaine agricole d'une part, et la zone du parc Otterburn d'autre part.

⁶ Livre des délibérations des assemblées du conseil municipal de la Corporation de la paroisse de Saint-Hilaire, comté de Rouville, Beloeil, le 9 novembre 1949.

⁷ Sylvestre, Gaétan, Sylvestre & Lemonde, Avocats et Procureurs, *Opposition particularisée de la Corporation de la Paroisse de St-Hilaire, Saint-Hyacinthe*, 25 novembre 1949.

⁸ Gazette officielle de Québec, 17 décembre 1949, vol. 81, n° 50, pp.2893-2895.

⁹ Lettre du sous-ministre adjoint aux Affaires municipales, Jean-L. Doucet, adressée au secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire, Bernard Cormier, Québec, le 18 janvier 1950.

Arrêté en conseil n° 67, Québec, 18 janvier 1950.

¹⁰ Connue sous le nom «Maison des habitants», cette salle publique et le mobilier qui s'y trouve sont pourtant mis à la disposition de chacun des conseils égaux aux travaux d'entretien. On en retrouve les modalités dans l'acte de répartition des biens meubles et immeubles entre la Corporation de la paroisse de Saint-Hilaire et la Corporation de Mont-Saint-Hilaire, daté du 24 avril 1951 et enregistré le 27 août 1951, au bureau d'enregistrement du comté de Rouville sous le n° 72722.

¹¹ L'étude de la courbe de la population selon la langue maternelle démontre bien le renversement de la situation. La majorité anglophone diminue graduellement durant les années 70 avec l'arrivée constante d'une jeune population francophone.

¹² Feu Armand Cardinal soutenait que le conseiller de Beloeil, Armand Biron, aurait suggéré au conseil municipal de la paroisse de Saint-Hilaire de prendre le nom du parc Otterburn.

¹³ Le 7 mars 1950, le conseiller Edmond Auclair est nommé pro-maire pour remplacer le maire démissionnaire Fred Strike. Il occupe le poste jusqu'au 9 juillet 1951, lors de l'élection de William Craigie Kerr. Le mandat de ce dernier sera de courte durée. Le maire Kerr décède le 14 août 1952. Edmond Auclair est choisi par ses collègues du conseil pour occuper le poste de maire jusqu'à la fin du mandat de deux ans.

¹⁴ Gazette officielle de Québec, 31 janvier 1953, tome 85, n° 5, pp.405,406.

C'est la signature du nouveau maire, Edmond Auclair, qui apparaît au bas de l'avis de changement de nom.

¹⁵ Emery, Eric, *Boyhood Memories of Otterburn*, rédigé pour les archives historiques de la Ville d'Otterburn Park, mars 1981, 6 pages dactylographiées.

¹⁶ Archives Ville d'Otterburn Park, lettre adressée par Marc Bergeron, médecin-hygiéniste, Saint-Hyacinthe, le 24 juillet 1953 à l'avocat J.F.A. Dion, de Montréal. On y mentionne l'implication du ministère de la Santé et de la Division du Génie sanitaire depuis le 24 octobre 1950.

¹⁷ Requête pour annexion de territoire à la municipalité du village d'Otterburn Park à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, février 1959.

La date exacte est illisible sur le document retrouvé dans les archives de la Ville d'Otterburn Park.

¹⁸ Suite à une demande des corporations municipales de Saint-Hilaire, Otterburn Park et McMasterville, l'Assemblée législative de Québec adopte, le 5 mars 1959, le bill privé n° 184 créant la Commission d'aqueduc de la Vallée du Richelieu. La loi de 33 articles sanctionne l'aménagement d'une prise d'eau dans la rivière Richelieu et la construction d'une usine de pompage et de filtration, près des limites de la municipalité de Saint-Mathias, ainsi que l'installation de conduites maîtresses de l'usine de filtration jusqu'aux territoires des municipalités requérantes. Les travaux sont estimés à 800 000 \$. Alléguant que ses sources d'approvisionnement peuvent répondre aux besoins de ses voisines, la Ville de Beloeil s'est opposée sans succès à cette démarche.

¹⁹ Deux lettres à l'intention des conseillers juridiques de la municipalité d'Otterburn Park, l'étude Torney, Guérin et Gagnon, de Montréal, datées des 4 et 12 juillet 1959 et signées par le secrétaire-trésorier, William A. Woolley

²⁰ Gazette officielle de Québec, 19 décembre 1959, tome 91, n° 51, pp. 5588-5590.

²¹ Traduction libre de notes en anglais tirées d'une brochure soulignant le 10^{ième} anniversaire du Club de curling d'Otterburn Park, non datées

²² Archives Ville d'Otterburn Park, rôle d'évaluation de 1975, fiche n° 12-0100-0000.

²³ La résolution 81-213 confirme le mandat de P.E. Moreau Construction Ltée au montant de 177 952 \$ pour la construction d'un atelier municipal

Archives Ville d'Otterburn Park, procès-verbal de l'assemblée régulière du 14 septembre 1981.

²⁴ Les archives de la paroisse de Saint-Hilaire, de la ville de Saint-Hilaire-sur-Richelieu et de la municipalité de Mont-Saint-Hilaire sont centralisées à Otterburn Park. La propriété des archives avait d'ailleurs fait l'objet d'un contentieux entre les maires Edmond Auclair et Honorius Charbonneau qui voulait tout récupérer à Saint-Hilaire.

²⁵ Archives Ville de Mont-Saint-Hilaire, règlement n° 208 de Ville de Saint-Hilaire-sur-le-Richelieu, règlement décrétant la fusion de la municipalité de la Ville de Saint-Hilaire-sur-le-Richelieu et de la Municipalité de Mont-

Saint-Hilaire, le 13 novembre 1965.

²⁶ Règlement 182 permettant à la municipalité d'Otterburn Park de se prévaloir des services de la cour municipale de la ville de Saint-Hilaire-sur-Richelieu, 10 janvier 1966.

Chapitre VI Otterburn Park: une ville

¹ GOQ, 26 avril 1969, vol. 101, n° 17, pp.2524, 2525.

² Extrait du procès-verbal de la paroisse de Saint-Hilaire, le 7 mars 1938.

³ Archives Ville d'Otterburn Park, dossier Construction - Projet d'un aréna 1974, règlement n° 208, 4 février 1974.

⁴ Archives Ville d'Otterburn Park, procès-verbal du 8 avril 1974.

Une résidente de la rue Clifton, madame Hazel Wilkinson, se souvient d'un autre référendum battu concernant l'aménagement d'un vaste terrain sportif à vocation multidisciplinaire (football, volleyball, badminton, tennis, saut en hauteur, course à pied, baseball). Une découpe de journal non identifiée (peut-être milieu des années 60) parle d'un équipement de 564 pieds x 448 pieds (176 mètres x 140 mètres) à l'angle des rues Victoria et Prince-Albert.

⁵ Avocat, Michel Breton démissionne de la mairie d'Otterburn Park le 7 septembre 1982 pour accepter un poste dans la magistrature. Ses nouvelles responsabilités auraient pu le placer en conflit d'intérêts. Ce qu'il a dit vouloir éviter.

⁶ C'est à la même époque qu'est créé l'Office municipal d'habitation de Otterburn Park, en 1978. L'OMH aura la responsabilité d'administrer la Résidence du parc, construite en 1981 sur la rue Sharon. La résidence comprend 20 logements à loyer modique pour personnes âgées. À l'autre bout de la ville, sur la rue Spiller, le Projet Mountainview est administré depuis 1981 par une corporation sans but lucratif. On y compte 30 logements.

⁷ Madame Green sera la première conseillère municipale, de 1978 à 1982.

⁸ Duchesne, André, L'Oeil Régional Plus, 23 mars 1991, la une du cahier B.

⁹ Entrevue publiée dans L'informateur de Beloeil, «Marcel A. Lacoste : un bénévole glorifié», Jean-Claude St-André, volume 1, numéro 7, lundi 18 janvier 1988, p.4.

¹⁰ Au 30 octobre 1989, la population d'Otterburn Park totalise plus de 5 500 personnes. Le recensement exact n'a pu être fait en raison de l'absence des occupants dans 158 cas.

Archives Ville d'Otterburn Park, lettre adressée au secrétaire-trésorier, J.-Henri Pagé, par le directeur du Service de police, Réjean Noiseux, 30 octobre 1989.

¹¹ La Ville exigera que le promoteur consacre une partie de la phase III du développement à un espace vert. L'ACCOPEs en réclamait plus.

À Otterburn Park, chaque quartier ou arrondissement est doté d'un parc. On en compte une quinzaine. En incluant les Bosquets Albert Hudon, un boisé privé de 458 510 mètres carrés, et la halte routière, en bordure du Riche-lieu, cédée à la Ville par le gouvernement du Québec en avril 1988, plus de 10 % du territoire d'Otterburn Park est occupé par des espaces verts.

¹² Archives Ville d'Otterburn Park, «Constitution révisée - Association athlétique d'Otterburn», non daté, 14 pages.

¹³ Lettre adressée au notaire Jean-Pierre Lalonde par la Direction des entreprises, Inspecteur général des institutions financières, Gouvernement du Québec, le 10 janvier 1991.

Le notaire Lalonde avait été mandaté par le conseil municipal, le 22 février 1988, pour effectuer les procédures nécessaires à la dissolution de l'organisme qui avait cessé ses activités quelques mois auparavant.

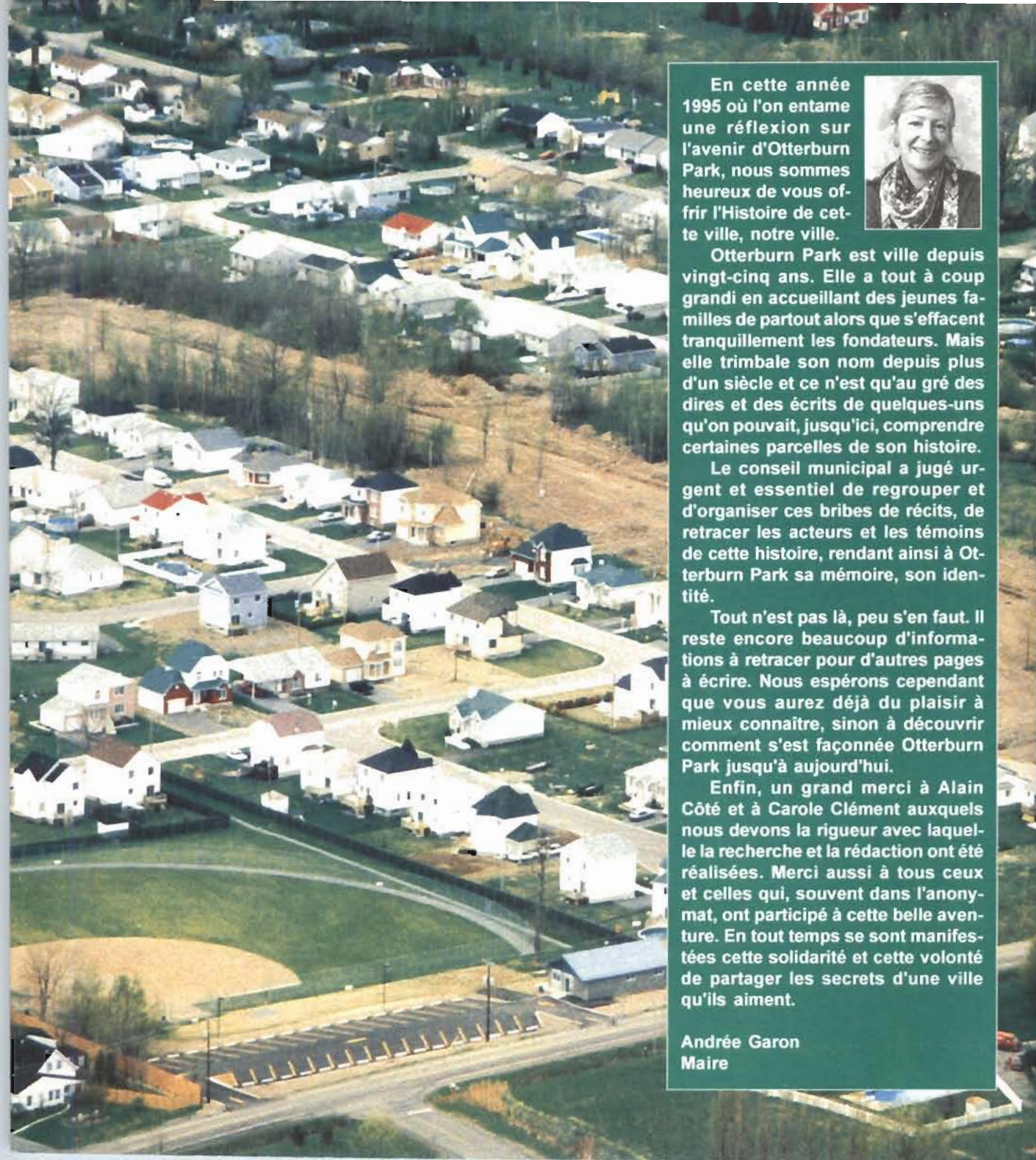
¹⁴ On pourrait en dire tout autant du Club de canotage d'Otterburn Park mais nos recherches ne nous ont malheureusement pas permis de retrouver des informations aussi détaillées à ce sujet. Il serait souhaitable d'y revenir dans le cadre d'un autre projet.

¹⁵ Archives Ville d'Otterburn Park, «Recherche démographique réalisée pour la Ville d'Otterburn Park», par Monique Gauthier, Francine Auclair, Benoit Hébert, Ninon Sasseville, décembre 1988, 48 pages.

¹⁶ Selon Statistique Canada, le revenu moyen était de 40 366 \$ par famille en 1986 à Otterburn Park, pour une moyenne d'âge de 31 ans.

Archives Ville d'Otterburn Park, cité in «Recherche démographique réalisée pour la Ville d'Otterburn Park», par Monique Gauthier, Francine Auclair, Benoit Hébert, Ninon Sasseville, décembre 1988, 48 pages.

¹⁷ Le 15 août 1994, le conseil municipal adopte le gentilé Otterburnois et Otterburnoise.



En cette année 1995 où l'on entame une réflexion sur l'avenir d'Otterburn Park, nous sommes heureux de vous offrir l'Histoire de cette ville, notre ville.



Otterburn Park est ville depuis vingt-cinq ans. Elle a tout à coup grandi en accueillant des jeunes familles de partout alors que s'effacent tranquillement les fondateurs. Mais elle trébale son nom depuis plus d'un siècle et ce n'est qu'au gré des dires et des écrits de quelques-uns qu'on pouvait, jusqu'ici, comprendre certaines parcelles de son histoire.

Le conseil municipal a jugé urgent et essentiel de regrouper et d'organiser ces bribes de récits, de retracer les acteurs et les témoins de cette histoire, rendant ainsi à Otterburn Park sa mémoire, son identité.

Tout n'est pas là, peu s'en faut. Il reste encore beaucoup d'informations à retracer pour d'autres pages à écrire. Nous espérons cependant que vous aurez déjà du plaisir à mieux connaître, sinon à découvrir comment s'est façonnée Otterburn Park jusqu'à aujourd'hui.

Enfin, un grand merci à Alain Côté et à Carole Clément auxquels nous devons la rigueur avec laquelle la recherche et la rédaction ont été réalisées. Merci aussi à tous ceux et celles qui, souvent dans l'anonymat, ont participé à cette belle aventure. En tout temps se sont manifestées cette solidarité et cette volonté de partager les secrets d'une ville qu'ils aiment.

Andrée Garon
Maire